TM

tremplin le mag

N° 53 - JANVIER 2026

LES TREMPLINS

UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

Editorial

Les premières semaines de 2026 n'ont fait que confirmer le constat sur lequel s'ouvre l'actualité internationale de ce mois de janvier 2026, celui d'un monde toujours plus instable. Qu'il s'agisse de l'enlèvement de Nicolas Maduro au Venezuela ou de la situation explosive en Iran, l'environnement stratégique plus que jamais incertain témoigne par ailleurs d'un monde plus dur dans lequel les affrontements dominent.

Du côté de l'actualité nationale, le rétablissement d'un service militaire volontaire témoigne de cette volonté de s'adapter à ce durcissement du contexte sécuritaire mondial. Néanmoins, ce retour prend place dans un contexte économique et social particulier. Le vote du budget est plus complexe que jamais, tandis que les débats fiscaux s'enlisent face au creusement des inégalités et au risque pesant sur les entreprises face à la concurrence internationale, comme en témoigne la liquidation judiciaire de Brandt.

Enfin, *Horizon Sciences Po* vous permet de découvrir deux nouvelles références citées dans la bibliographie du réseau ScPo, sur le thème du vivant. La première est un manuel collectif publié en 2022 qui permet de mieux comprendre la place occupée par le greenwashing dans le débat public. La seconde est un ouvrage du philosophe Baptiste Morizot, auteur incontournable de votre programme. Si la lecture de *Manières d'être vivant* vous emble trop ardue, je vous recommande chaudement celle de *Raviver les braises du vivant*, plus accessible et néanmoins très inspirante.

UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
M. Arnaud LE GARS - Mme Céline CHARLES - Mme Alice TRUEL - M. Cyril HUNAULT

PHOTOS
Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Vue satellite. (Nasa) - José Antonio Kast, nouveau président du Chili élu le 16 décembre 2025. (Eitan Abramovitch/AFP) - Tensions à la frontière thaïlando-cambodgienne, les tensions et altercations entre les deux armées demeurent récurrentes depuis décembre 2025. (AFP) - Infographie: Des tensions frontalières... (Le Monde) - Capture d'une vidéo UGC diffusée sur les réseaux sociaux montrant des forces de l'ordre iraniennes dispersant des manifestants dans le Grand bazar de Téhéran le 6 janvier 2026. (UGC/AFP) - Donald Trump suit l'opération militaire américaine au Venezuela avec le secrétaire à la Défense Pete Hegseth et le directeur de la CIA John Ratcliffe à Mar-a-Lago, en Floride, le 3 janvier 2026. (Molly Riley, AP via la Maison Blanche) - Le chancelier fédéral Friedrich Merz s'est félicité des résultats obtenus à l'issue du Conseil européen du 15 décembre 2025. (Gouvernement fédéral allemand) - Cartoonist for peace, Emad Hajjaj - Couverture: Hérodote, revue géographique et de géopolitique, l'Europe vers la puissance? - Couverture 40 cartes pour comprendre les nouveaux empereurs, Le Monde - Drapeaux français (Pxhere) - « Défaillances d'entreprises - 2025-01 », Banque de France, 20 février 2025 - « [Carte] Le service militaire dans les pays membres de l'Union européenne », Toute l'europe. eu, mis à jour le 10.12.2025 - « Les montants de patrimoine détenus par les ménages en 2024 », Insee Focus, 9/12/2025- « Le dessin de Chaunu. Sébastien Lecornu cherche la formule magique pour faire passer le budget », Ouest France, novembre 2025 - Buste (Unplash)

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.

TREMPLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE..... 6

ACTUALITÉ NATIONALE 23

HORIZON SCIENCES PO

- Aurélien Berlan, Guillaume Carbou, Laure Teulières (dir.), *Greenwashing. Manuel pour dépolluer le débat public*, 2022 34

- Baptiste Morizot, *Manières d'être vivant,* 2020 35

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

- 2025-2026, vers un monde instable ?

- Le Chili rejoint la vague mondiale des droites radicales

- Des temples aux frappes aériennes : la longue crise frontalière cambodgienne-thaïlandaise

- Iran : quand la colère sociale se transforme en défi politique

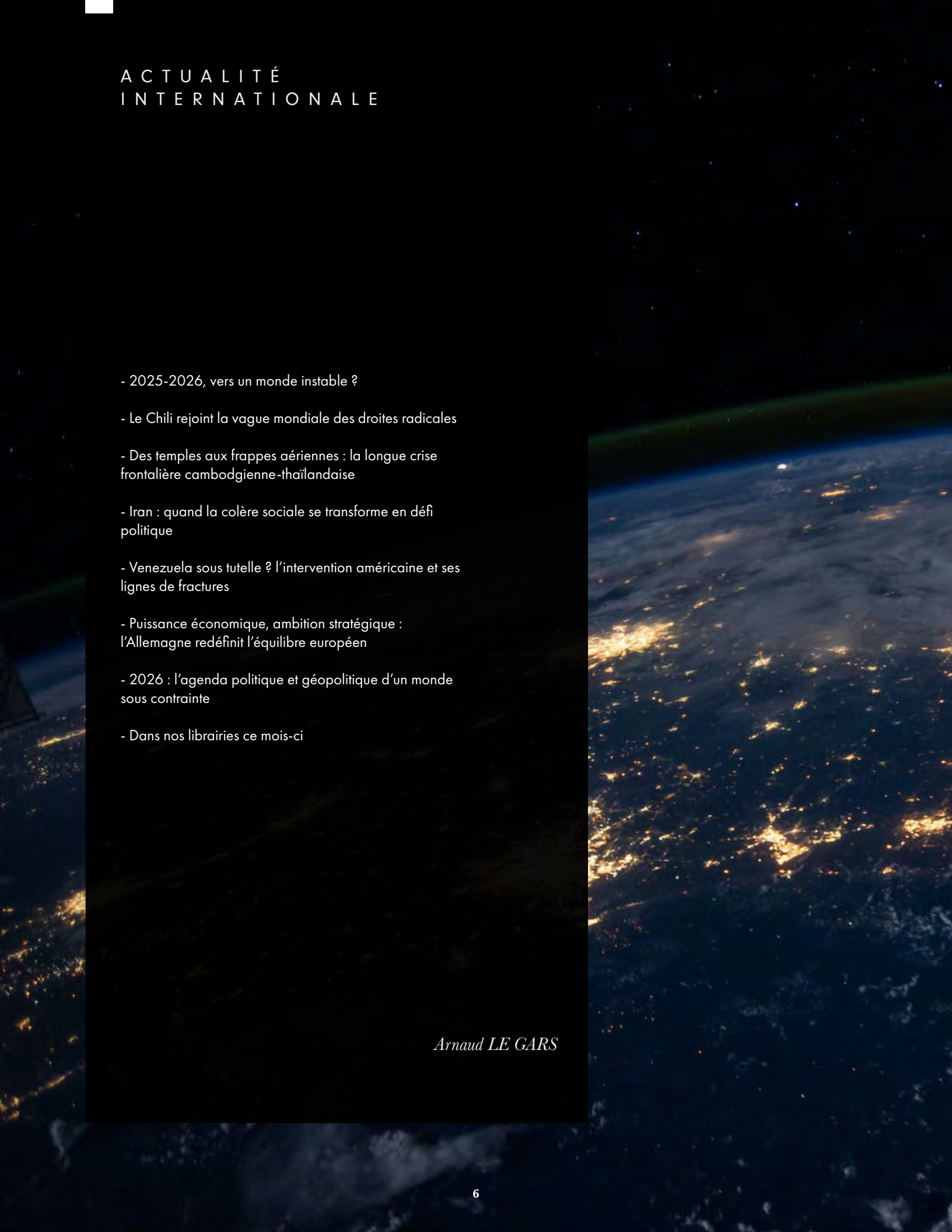
- Venezuela sous tutelle ? l'intervention américaine et ses lignes de fractures

- Puissance économique, ambition stratégique : l'Allemagne redéfinit l'équilibre européen

- 2026 : l'agenda politique et géopolitique d'un monde sous contrainte

- Dans nos librairies ce mois-ci

Arnaud LE GARS



ALLER PLUS LOIN…

- ARTE, le dessous des cartes : 2025-2026, un monde dangereux ?
- IRIS : Bilan géopolitique 2025

2025-2026, VERS UN MONDE INSTABLE ?

L'année 2025 aura agi comme un révélateur plutôt que comme une rupture. Elle n'a pas vu l'émergence de crises entièrement nouvelles, mais elle a confirmé, consolidé et parfois aggravé des dynamiques déjà à l'œuvre. À son terme, un constat s'impose : le système international est entré dans une phase de normalisation du risque, où l'instabilité n'est plus l'exception, mais un paramètre structurel.

À l'horizon 2026, le monde ne bascule pas soudainement dans le chaos, mais il s'installe dans un environnement stratégique plus dur, marqué par la coexistence de conflits ouverts, de tensions latentes et de rivalités assumées entre grandes puissances. L'idée d'un retour à un ordre international stabilisé, fondé sur la prévisibilité et la coopération, apparaît de plus en plus illusoire. Le bilan géopolitique de 2025 est sans ambiguïté. Les grandes puissances ont confirmé leur primauté accordée à la souveraineté, à la sécurité nationale et à la puissance matérielle. Les mécanismes de régulation collective ont continué de s'éroder, non par effondrement brutal, mais par contournement systématique. Le droit international reste invoqué, mais il n'est plus dissuasif lorsqu'il entre en conflit avec des intérêts stratégiques, jugés vitaux.

Dans ce contexte, l'horizon 2026 se dessine comme celui d'un monde sans stabilisateur central. Les États-Unis n'ont pas retrouvé un leadership clair et consensuel. La Russie poursuit une stratégie de contrainte militaire et politique. La Chine, sans provoquer de rupture spectaculaire, continue d'élargir son empreinte stratégique. Cette configuration ne produit ni équilibre ni apaisement, mais un système international plus fragmenté, où

les marges d'erreur se réduisent.

Pour l'Europe, le bilan de 2025 est particulièrement sévère. La guerre en Ukraine a cessé d'être perçue comme une crise exceptionnelle pour devenir un facteur durable de structuration de la sécurité européenne. Les limites des capacités militaires, de la coordination politique et de la dissuasion collective ont été mises en lumière. À l'aube de 2026, la question n'est plus de savoir si l'environnement stratégique s'est dégradé, mais si les acteurs européens sont prêts à s'y adapter.

Le doute américain, nouveau facteur de l'instabilité mondiale

Longtemps perçus comme le pilier incontestable de la sécurité mondiale, les États-Unis apparaissent désormais comme une puissance hésitante, parfois imprévisible, dont les choix brouillent les repères traditionnels de la diplomatie internationale. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche marque une rupture profonde avec la culture stratégique américaine héritée de l'après-Seconde Guerre mondiale. Là où Washington s'était longtemps posé en garant des alliances, des institutions multilatérales et d'un ordre international fondé sur des règles, la nouvelle administration privilégie une approche strictement transactionnelle des relations internationales.

Dans cette vision, les alliances ne sont plus des engagements politiques ou historiques, mais des contrats réversibles, évalués à l'aune de leur rentabilité immédiate pour les États-Unis. Cette logique s'est traduite par des déclarations répétées mettant en cause la solidarité automatique au sein de l'OTAN, notamment lorsque Donald Trump affirme que les États-Unis ne devraient plus défendre des alliés jugés insuffisamment engagés financièrement dans leur propre défense. Le principe de sécurité collective, pourtant au cœur de l'architecture euro-atlantique depuis 1949, se trouve ainsi fragilisé par une remise en cause publique de sa crédibilité.

Cette inflexion stratégique ne se limite pas aux discours. Elle s'est concrétisée par des pressions diplomatiques fortes sur les pays européens afin qu'ils augmentent rapidement leurs budgets militaires, sous peine de voir l'engagement américain se réduire. Si cette exigence peut apparaître légitime sur le fond, la brutalité du ton employé et l'absence de vision collective ont nourri un malaise durable chez les Alliés. Désormais, les partenaires européens ne sont plus considérés comme des piliers naturels de la stabilité occidentale, mais comme des acteurs sommés de démontrer leur utilité stratégique.

Plus largement, cette approche a contribué à affaiblir le multilatéralisme. Le désengagement américain vis-à-vis de certaines institutions internationales, la préférence donnée aux accords bilatéraux asymétriques et la remise en cause d'engagements passés ont envoyé un signal clair aux autres puissances : les règles communes ne sont plus garanties. Cette évolution a ouvert un espace stratégique dont la Russie et la Chine ont su tirer parti, renforçant leurs positions dans les zones où l'influence américaine semblait reculer.

À l'approche des élections de mi-mandat de 2026, une incertitude majeure demeure : les États-Unis, peuvent-ils infléchir cette trajectoire ou s'installer durablement dans une forme d'isolationnisme stratégique ? Si un rééquilibrage reste possible sur le plan institutionnel, les Alliés, notamment européens, savent désormais que l'engagement américain n'est plus inconditionnel, ni irréversible.

Cette incertitude agit comme un puissant facteur de déstabilisation mondiale. En l'absence d'un garant clair de l'ordre international, les équilibres deviennent plus fragiles. Les États testent davantage les lignes rouges, prennent plus de risques et réévaluent leurs alliances, notamment dans les régions déjà sous tension comme l'Europe orientale, le Moyen-Orient ou l'Indo-Pacifique. L'imprévisibilité américaine ne provoque pas directement les conflits, mais elle crée un climat propice aux confrontations, où la dissuasion repose moins sur la certitude que sur le calcul risqué des rapports de force.

Russie, le retour assumé de la force comme instrument politique

Face aux hésitations occidentales et aux signaux contradictoires envoyés par les États-Unis, la Russie a fait le choix inverse : celui de la clarté stratégique fondée sur la puissance militaire. Sous la main de fer de Vladimir Poutine, Moscou assume pleinement une politique de confrontation avec l'ordre européen hérité de la fin de la guerre froide. Pour le Kremlin, cet ordre, perçu comme imposé par l'Occident au début des années 1990, doit être révisé, quitte à recourir à la force armée.

La guerre en Ukraine s'inscrit dans cette logique. Elle ne constitue pas un simple conflit régional ou une crise de voisinage, mais un acte stratégique majeur visant à redéfinir les zones d'influence en Europe orientale. En lançant une offensive militaire contre un État souverain, la Russie remet en cause un principe fondamental du droit international : l'intangibilité des frontières. Ce faisant, elle conteste directement les règles qui structurent la sécurité européenne depuis les accords d'Helsinki et la fin de la bipolarité. Au-delà du cas ukrainien, le message envoyé est clair. Moscou affirme que la force peut de nouveau être un outil légitime de la politique étrangère, à condition d'en assumer le coût et les risques. Cette posture vise autant l'Ukraine que les capitales européennes, sommées de prendre acte d'un rapport de force redevenu central. La dissuasion ne repose plus uniquement sur le droit ou les traités, mais sur la capacité à imposer sa volonté par les moyens militaires.

Pour l'Europe, le choc est considérable. La guerre de haute intensité, que beaucoup pensaient reléguée aux marges du

continent ou à d'autres régions du monde, est redevenue une réalité sur son sol. Les combats, l'ampleur des destructions et la durée du conflit ont mis en lumière les limites des capacités militaires européennes, longtemps sous-dimensionnées au profit d'une illusion de paix durable. Cette guerre agit comme un rappel brutal : la paix n'est jamais définitivement acquise. Elle repose sur des équilibres fragiles, sur la crédibilité de la dissuasion et sur la cohérence des alliances. En Ukraine, c'est toute l'architecture sécuritaire européenne qui est mise à l'épreuve, confrontée à une Russie déterminée à faire prévaloir la force sur les règles, et à tester la solidité politique et stratégique de ses adversaires.

Chine, l'affirmation d'une puissance globale

Dans un paysage international déjà fragilisé par le retour des rapports de force, la Chine avance ses pions avec méthode, patience et constance. Sous l'autorité de Xi Jinping, Pékin ne dissimule plus ses ambitions globales et assume désormais un rôle central dans la recomposition de l'ordre mondial. Contrairement à une Russie qui privilégie la démonstration brutale de la force, la stratégie chinoise repose sur une accumulation progressive de leviers économiques, militaires et diplomatiques.

Puissance économique de premier plan, la Chine utilise son poids commercial et financier comme un instrument d'influence. Ses investissements massifs en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie lui permettent de tisser des dépendances durables, tout en étendant son rayonnement politique. Parallèlement, Pékin renforce ses capacités militaires, modernisant rapidement son armée et affirmant sa présence stratégique, notamment en mer de Chine méridionale et autour de Taïwan. Cette montée en puissance militaire accompagne une diplomatie plus assertive, parfois qualifiée de « diplomatie du loup guerrier », qui rompt avec la discrétion traditionnelle de la politique étrangère chinoise.

La rivalité sino-américaine constitue désormais l'un des axes structurants des relations internationales. Elle oppose deux modèles de gouvernance, deux visions de l'économie mondiale et deux conceptions de la puissance. Cette confrontation ne se limite pas au domaine militaire : elle s'étend aux technologies, aux chaînes d'approvisionnement, à l'influence normative et à la maîtrise des infrastructures stratégiques. Contrairement à la logique bipolaire de la guerre froide, cette rivalité ne s'accompagne pas de mécanismes stabilisateurs solides, capables d'encadrer durablement la compétition.

Dans ce contexte, la multipolarité émergente ne rime pas avec équilibre. Elle se caractérise par une concurrence permanente, une méfiance généralisée et une fragmentation accrue des relations internationales. Les grandes puissances coopèrent ponctuellement, mais sans vision commune à long terme. La Chine, en s'imposant comme un acteur incontournable, contribue à cette reconfiguration profonde, où l'ordre mondial n'est plus structuré par des règles partagées, mais par des rapports de force mouvants et des calculs stratégiques à court et moyen terme.

L'Europe et l'OTAN face à leurs propres fragilités

Au cœur des inquiétudes européennes se trouve l'avenir de l'OTAN, longtemps considérée comme le pilier indépassable de la sécurité collective sur le continent. La remise en question de l'engagement américain, conjuguée à la montée des menaces extérieures, a fait émerger un doute profond : l'alliance transatlantique, est-elle encore en mesure de remplir pleinement sa mission première, celle de dissuader toute agression contre ses membres ?

Depuis plusieurs années, les signaux d'alerte se multiplient. Les déclarations américaines laissant entendre que la solidarité automatique pourrait être conditionnée aux efforts budgétaires des alliés ont affaibli la crédibilité du principe de défense collective. Pour la première fois depuis sa création, l'OTAN apparaît moins comme une certitude stratégique que comme un cadre politique dépendant de la volonté fluctuante de ses principaux acteurs. Cette fragilisation est d'autant plus préoccupante qu'elle intervient dans un contexte de tensions accrues en Europe orientale.

Face à cette incertitude, l'Union européenne tente de relancer le débat sur une autonomie stratégique. L'idée n'est pas nouvelle, mais elle a longtemps été freinée par des divergences politiques, des intérêts nationaux contradictoires et une dépendance assumée vis-à-vis de la protection américaine. La guerre en Ukraine a cependant agi comme un révélateur brutal : les capacités militaires européennes restent limitées, fragmentées et insuffisamment coordonnées pour faire face à un conflit de haute intensité sans soutien extérieur massif.

Cette faiblesse structurelle place l'Europe dans une position paradoxale. Puissance économique majeure, elle demeure un acteur stratégique incomplet, incapable de garantir seule sa sécurité. Les efforts récents de réarmement, bien que significatifs, peinent encore à se traduire par une véritable capacité de projection et de dissuasion crédible à l'échelle du continent. La dépendance aux technologies, au renseignement et aux moyens logistiques américains reste forte.

Dans ce contexte, l'Europe apparaît comme l'un des espaces les plus exposés de la recomposition géopolitique mondiale. Zone de prospérité et de stabilité relative, elle est aussi un territoire stratégique convoité, situé au contact direct des zones de tension. L'avenir de sa sécurité dépendra de sa capacité à dépasser ses divisions, à renforcer ses moyens militaires et à redéfinir sa relation avec l'OTAN, non plus dans une logique de dépendance, mais de responsabilité partagée. À défaut, l'Europe risque de demeurer le maillon vulnérable d'un ordre international de plus en plus instable.

L'Ukraine, épicentre du danger européen

La guerre en Ukraine demeure le cœur battant de cette instabilité. Elle concentre toutes les tensions contemporaines : affrontement entre puissances, remise en cause du droit international, épuisement des solidarités occidentales.

Si l'hypothèse d'un accord de paix est régulièrement évoquée, elle reste entourée de lourdes incertitudes. À quelles conditions une paix serait-elle possible ? Au prix de quelles concessions territoriales ou politiques ? Une paix imposée ou fragile risquerait de préparer les conflits de demain plutôt que de les résoudre.

L'Ukraine est ainsi devenue le symbole d'un monde où la force prime de nouveau sur le droit, et où la sécurité collective est loin d'être garantie.

Un monde sans arbitre

Ce qui rend la période 2025-2026 particulièrement dangereuse, c'est moins la multiplication des conflits que l'absence d'un véritable arbitre mondial capable d'en contenir les effets. L'ordre international repose historiquement sur l'existence de règles communes et d'institutions chargées de les faire respecter. Or, aujourd'hui, ni un État dominant ni une organisation multilatérale ne semblent en mesure d'assumer ce rôle de stabilisateur global.

Les grandes institutions internationales apparaissent profondément fragilisées. L'Organisation des Nations unies, censée incarner la sécurité collective, se heurte aux blocages permanents de son Conseil de sécurité. Le droit de veto des grandes puissances empêche toute réponse efficace aux crises majeures, transformant l'instance en chambre d'enregistrement des rapports de force plutôt qu'en outil de régulation. Cette paralysie nourrit le sentiment que le droit international est impuissant face aux ambitions des États les plus puissants.

Dans ce contexte, aucun État ne joue plus le rôle de garant crédible de l'ordre mondial. Les États-Unis, longtemps perçus comme le « gendarme du monde », apparaissent désormais hésitants et imprévisibles. Les autres grandes puissances, qu'il s'agisse de la Chine ou de la Russie, contestent ouvertement les règles existantes sans proposer de cadre alternatif stabilisateur. Le monde entre ainsi dans une zone grise, où la force et l'influence remplacent progressivement le droit et la coopération.

Cette absence d'arbitre s'accompagne d'une multiplication des crises imbriquées. Les conflits militaires se combinent aux tensions économiques, aux rivalités énergétiques et aux chocs géopolitiques, créant un climat d'insécurité globale. Face à cette instabilité, les États privilégient de plus en plus des stratégies nationales à court terme, fondées sur la protection de leurs intérêts immédiats plutôt que sur la recherche de solutions collectives.

Le recul du multilatéralisme accentue encore cette dynamique. Les alliances deviennent plus fragiles, les engagements plus conditionnels, et les compromis plus rares. Dans un monde sans arbitre reconnu, chaque acteur teste les limites, prend davantage de risques et contribue à un environnement international où la confrontation apparaît parfois plus rationnelle que la coopération. C'est cette dérive progressive vers un système international sans règles partagées qui rend la période actuelle, particulièrement instable et potentiellement explosive.

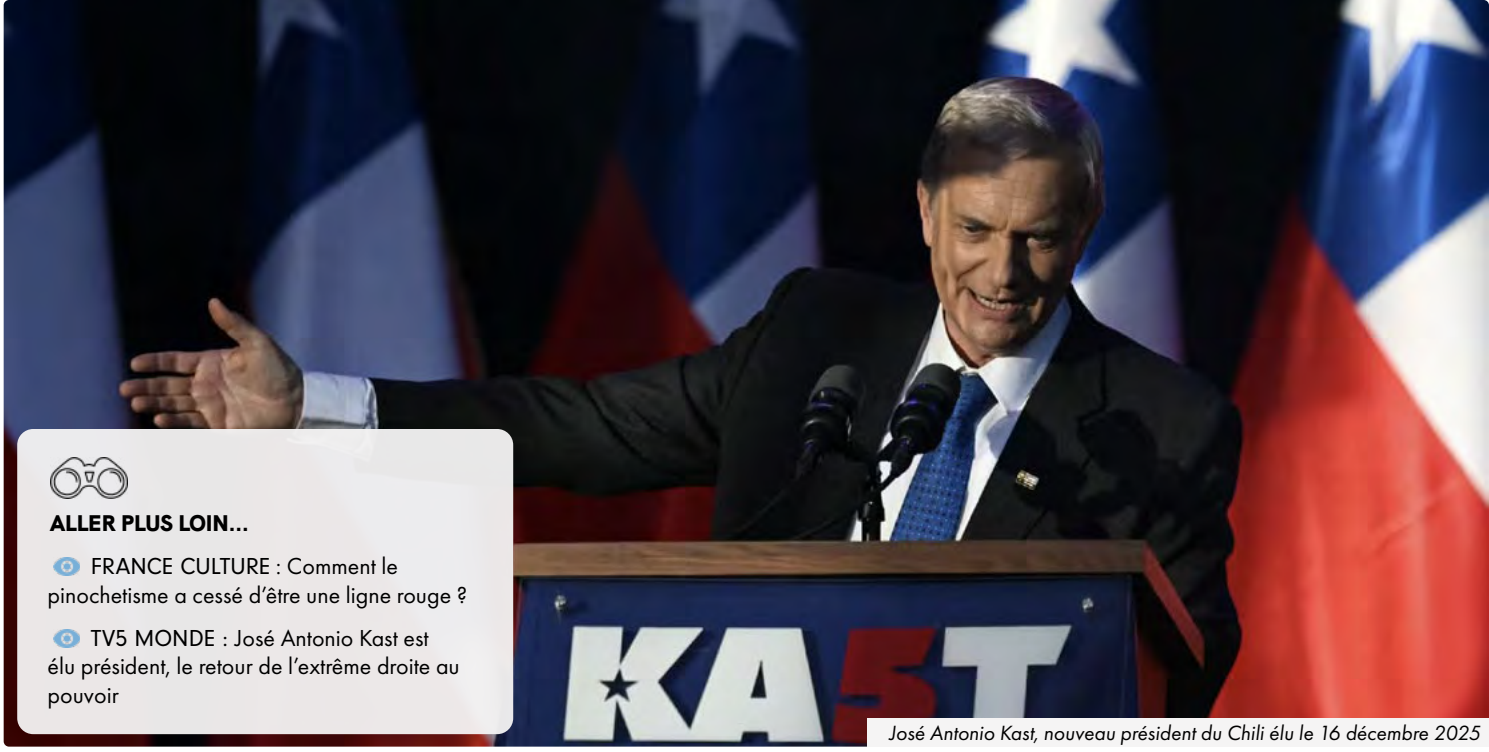
Un monde plus dur, mais pas sans choix

Le diagnostic est désormais difficile à contester : le monde qui se dessine à l'horizon 2025-2026 est plus dur, plus conflictuel et moins régulé. La montée des tensions ne relève pas d'une simple accumulation de crises conjoncturelles, mais d'une transformation profonde du système international. La compétition stratégique redevient la norme, et la paix un état précaire, toujours réversible. L'affaiblissement du leadership américain, la stratégie de rupture assumée par la Russie et l'affirmation méthodique de la Chine créent un environnement où les zones grises se multiplient. Entre guerre ouverte et paix durable, les États évoluent dans un entre-deux instable fait de dissuasion, de pressions hybrides, de chantages énergétiques et de rivalités technologiques. Dans ce contexte, les institutions internationales peinent à jouer leur rôle d'amortisseur, faute de consensus entre les grandes puissances.

Pour l'Europe, l'enjeu est existentiel. La guerre en Ukraine a mis fin à l'illusion selon laquelle la prospérité économique suffisait à garantir la sécurité. Elle a révélé des dépendances stratégiques, des lacunes capacitaires et une difficulté persistante à parler d'une seule voix. L'autonomie stratégique, longtemps invoquée, ne peut plus rester un slogan. Elle suppose des choix politiques clairs, des investissements durables et une acceptation lucide du coût de la puissance. Pour autant, ce monde plus dangereux n'est pas totalement dépourvu d'alternatives. La montée des rapports de force ne condamne pas mécaniquement à un affrontement généralisé. Elle impose en revanche un retour à la géopolitique au sens plein : hiérarchisation des priorités, articulation entre dissuasion et diplomatie, et redéfinition des solidarités.

La période qui s'ouvre est donc moins celle d'un chaos inévitable que celle d'une responsabilité accrue. Les États qui refuseront de voir la réalité stratégique risquent de la subir. Ceux qui accepteront d'y répondre par une vision cohérente, des alliances assumées et une capacité de projection crédible conserveront une marge d'action.

En ce sens, le « monde dangereux » de 2025-2026 n'est pas seulement un constat alarmant. C'est un avertissement. Il rappelle que la stabilité internationale n'est jamais acquise, qu'elle se construit, se défend et se renégocie en permanence. À défaut de cette lucidité, le retour des rapports de force pourrait ne plus être une phase transitoire, mais le cadre durable des relations internationales. ◆



ALLER PLUS LOIN...

FRANCE CULTURE : Comment le pinochetisme a cessé d'être une ligne rouge ?

TV5 MONDE : José Antonio Kast est élu président, le retour de l'extrême droite au pouvoir

José Antonio Kast, nouveau président du Chili élu le 16 décembre 2025

LE CHILI REJOINT LA VAGUE MONDIALE DES DROITES RADICALES

L'élection de José Antonio Kast à la présidence du Chili, trente-cinq ans après la fin officielle de la dictature militaire (1973-1990), a provoqué un choc politique profond. Longtemps présenté comme l'un des pays d'Amérique latine ayant le mieux soldé son passé autoritaire, le Chili semblait avoir relégué le pinochetisme aux marges de la vie publique. Cette victoire remet en cause cette certitude et interroge le rapport des Chiliens à leur histoire récente. Comment un héritage longtemps considéré comme moralement disqualifiant a-t-il cessé d'être un repoussoir électoral décisif ?

José Antonio Kast est né en 1966 à Santiago, dans une famille catholique conservatrice d'origine allemande. Son père, officier de l'armée allemande ayant fui l'Europe de l'après-guerre, marque durablement l'univers idéologique dans lequel il grandit, fait de discipline, d'autorité et de méfiance à l'égard des idéologies de gauche. Ingénieur de formation, Kast entre en politique dans les années 1990 au sein de la droite chilienne traditionnelle. Il s'en détache progressivement pour défendre une ligne plus dure, conservatrice sur le plan sociétal et autoritaire sur le plan sécuritaire. Député entre 2002 et 2018, il se fait connaître par ses positions radicales sur l'immigration, les droits des minorités et les politiques mémorielles. Surtout, il assume une défense sans ambiguïté de la dictature militaire. Contrairement à une grande partie de la classe politique chilienne, Kast ne condamne jamais frontalement le régime d'Augusto Pinochet, qu'il décrit comme nécessaire pour sauver le pays du chaos et du communisme.

Cette prise de position, longtemps marginale, trouve aujourd'hui un écho nouveau dans une société où la mémoire de la dictature s'estompe progressivement. Si le coup d'État de 1973, la répression, les disparitions forcées et la censure ont marqué durablement les générations qui les ont vécus, une large part de l'électorat chilien actuel est née après 1990. Pour ces citoyens, la dictature appartient davantage aux manuels scolaires qu'à l'expérience familiale directe. La distance temporelle transforme ainsi le régime militaire en un objet d'histoire plus qu'en un traumatisme vécu. Les récits de violences et de violations des droits humains, pourtant abondamment documentés, entrent désormais en concurrence avec d'autres narrations qui insistent sur la stabilité et l'ordre de l'époque. Dans ce contexte, le rejet moral absolu du pinochetisme perd de sa force mobilisatrice.

L'ambiguïté de l'héritage économique du régime militaire joue également un rôle central. La dictature de Pinochet reste indissociable de la mise en place d'un modèle ultralibéral fondé sur la privatisation, la dérégulation et l'ouverture aux marchés mondiaux. Ce modèle a permis au Chili de connaître une croissance soutenue et de devenir l'un des pays les plus riches d'Amérique latine en termes de PIB par habitant. Pour une partie de la population, notamment dans les classes moyennes et supérieures, cette réussite reste associée, à tort ou à raison, à l'ère pinochetiste. Face aux difficultés économiques contemporaines

— inflation, précarisation du travail, endettement massif — le souvenir d'un État fort garantissant la stabilité séduit certains électeurs. Kast exploite cette nostalgie en promettant rigueur budgétaire, efficacité et retour à l'ordre, tout en minimisant les coûts humains du régime militaire.

Cette dynamique s'inscrit dans une crise plus large de confiance démocratique. Depuis la transition, le Chili a longtemps été présenté comme un modèle de stabilité institutionnelle. Pourtant, cette stabilité reposait sur des compromis hérités de la dictature, notamment une Constitution verrouillée pendant des décennies et un système économique générateur d'inégalités profondes. Les grandes mobilisations sociales de 2019 ont mis en lumière un malaise profond : sentiment d'abandon, coût élevé de l'éducation et de la santé, retraites insuffisantes. Les gouvernements démocratiques successifs apparaissent alors incapables de répondre aux attentes populaires. Cette désillusion nourrit une défiance croissante envers les partis traditionnels et ouvre un espace politique pour des figures se présentant comme antisystème. Kast se positionne ainsi comme un homme « hors du système », même s'il incarne en réalité une continuité idéologique avec le passé autoritaire.

La montée des préoccupations sécuritaires renforce encore cette évolution. Criminalité, narcotrafic, violences urbaines et immigration occupent une place centrale dans le débat public. Dans ce climat d'inquiétude, le discours autoritaire gagne en crédibilité. José Antonio Kast promet un État fort, une police renforcée et une justice plus répressive. Ces propositions font écho à l'image idéalisée d'un régime militaire garant de l'ordre. Pour certains électeurs, la défense des droits humains, souvent associée à la gauche et aux élites urbaines, apparaît secondaire face à l'exigence immédiate de sécurité.

Le cas chilien s'inscrit enfin dans une recomposition idéologique mondiale. La progression des droites radicales et populistes dans de nombreuses démocraties contribue à banaliser des discours autrefois marginalisés. Rejet des élites, critique du multiculturalisme, valorisation de l'autorité et de la nation sont devenus des thèmes centraux à l'échelle internationale. Cette normalisation rend le pinochetisme moins exceptionnel et moins scandaleux. Kast n'apparaît plus comme une anomalie historique, mais comme une déclinaison locale d'un phénomène global, ce qui facilite son acceptation électorale.

L'élection de José Antonio Kast ne signifie pas pour autant une adhésion massive des Chiliens à la dictature. Elle révèle une société profondément fragmentée, où le passé est interprété de manière concurrente. Pour certains, la mémoire des crimes et des violations des droits humains reste centrale et incompatible avec toute réhabilitation du pinochetisme. Pour d'autres, l'urgence économique et sécuritaire justifie de tourner la page, quitte à relativiser les violences du passé.

Le fait que l'héritage de Pinochet ne constitue plus un repoussoir électoral au Chili résulte ainsi d'un faisceau de facteurs : effacement générationnel de la mémoire, ambiguïtés économiques, crise de confiance démocratique, montée des peurs sécuritaires et banalisation internationale des droites autoritaires. L'élection de José Antonio Kast ne marque donc pas un simple retour du passé, mais révèle la fragilité du consensus démocratique chilien. Elle rappelle que la démocratie ne se nourrit pas seulement de mémoire, mais aussi de justice sociale, de sécurité et de confiance. Lorsque ces promesses ne sont plus tenues, même les héritages les plus sombres peuvent redevenir politiquement acceptables ◆

DES TEMPLES AUX FRAPPES AÉRIENNES : LA LONGUE CRISE FRONTALIÈRE CAMBODGIENNE-THAÏLANDAISE

La crise frontalière qui a jalonné l'année 2025 entre le Cambodge et la Thaïlande ne surgit ni par surprise ni par accident. Par son intensité militaire, son coût humain et sa durée, elle constitue le plus grave épisode du différend bilatéral depuis plus d'une décennie. Mais surtout, elle illustre la manière dont un conflit ancien, mal résolu et profondément symbolique peut être réactivé, amplifié et utilisé comme levier géopolitique dans un contexte régional instable.

Les origines du conflit sont anciennes et structurelles. Elles remontent à la période coloniale, lorsque les frontières actuelles furent tracées à partir de cartes françaises imprécises, notamment dans les zones montagneuses séparant l'ancien royaume de Siam de l'Indochine française. Ces lignes, souvent dessinées

sans relevés précis, ont laissé des ambiguïtés durables, en particulier autour de sites religieux khmers situés sur ou près de la ligne de crête. Le temple de Preah Vihear en est l'exemple le plus emblématique. Bien que la Cour internationale de justice ait reconnu en 1962 sa souveraineté cambodgienne, la question des zones environnantes est restée floue, nourrissant frustrations et lectures contradictoires.

Depuis lors, la frontière n'a jamais été pleinement démilitarisée ni politiquement neutralisée. Au contraire, elle est devenue un espace de projection des nationalismes respectifs. En Thaïlande, les forces armées ont régulièrement utilisé la question frontalière pour affirmer leur rôle de garantes de l'intégrité territoriale. Au Cambodge, les temples disputés ont été intégrés à un récit national centré sur l'héritage khmer et la réparation symbolique des pertes historiques. Ce socle mémoriel explique pourquoi chaque incident local peut rapidement acquérir une dimension nationale.

L'année 2025 s'inscrit dans cette continuité, mais elle marque un changement d'échelle. Le 28 mai, une escarmouche près de Preah Vihear coûte la vie à un soldat cambodgien. Militairement limitée, elle est politiquement explosive. Chaque camp accuse l'autre d'avoir tiré le premier, réactivant immédiatement les récits de souveraineté bafouée. Cet incident agit comme un déclencheur, mais aussi comme un test. Test de la capacité de mobilisation interne, test de la réaction adverse, et test de la tolérance régionale face à une montée des tensions.

En juin, l'affrontement sort du cadre strictement militaire. Les deux États recourent à des sanctions économiques croisées, ferment des postes-frontières et imposent des restrictions sur des infrastructures critiques comme l'électricité et l'Internet. La frontière devient un outil de coercition multidimensionnel. Ces mesures affectent directement les populations locales, mais leur objectif est ailleurs : montrer que le conflit peut s'étendre, sans pour autant franchir immédiatement le seuil de la guerre ouverte.

Cette montée graduelle reflète des calculs politiques internes. En Thaïlande, le gouvernement civil est affaibli et contesté. L'armée dispose d'une large autonomie et trouve dans la crise frontalière un moyen de réaffirmer son rôle central. La défense des hauteurs et des zones disputées est présentée comme un impératif existentiel, un « devoir sacré » qui légitime l'initiative militaire et réduit l'espace du débat politique. La frontière devient ainsi un théâtre où l'armée s'adresse autant à l'ennemi extérieur qu'à l'opinion publique nationale.

Au Cambodge, la logique est moins institutionnelle mais tout aussi stratégique. Le pouvoir s'appuie sur une lecture historique et identitaire du territoire. Les temples disputés sont présentés comme des symboles non négociables de la nation khmère. Dans un système politique fortement centralisé, la fermeté sur la frontière renforce la cohésion interne et marginalise toute critique. Là aussi, la crise devient une ressource politique.

La situation bascule entre le 24 et le 28 juillet. Les combats éclatent sur une douzaine de points le long de la frontière, notamment autour de Ta Muen Thom et de Ta Khwai. L'armée thaïlandaise engage de l'artillerie lourde, des roquettes et mène des frappes aériennes. Ce choix marque un tournant stratégique. Il s'agit moins de défendre que de démontrer une supériorité militaire claire et une capacité de dissuasion régionale. Pour Bangkok, l'usage de l'aviation envoie un signal à double destination : au Cambodge, mais aussi aux acteurs régionaux et aux partenaires internationaux.

Le Cambodge, militairement inférieur, adopte une stratégie de résistance et de dispersion. La capacité à tenir plusieurs points de contact simultanément alimente un récit de résilience nationale. Le coût humain est élevé, avec plusieurs dizaines de morts et plus de 300 000 civils déplacés. Ces déplacements massifs, bien que dramatiques, ne provoquent pas de remise en cause stratégique immédiate. Ils sont intégrés dans les calculs

Infographie *Le Monde*
Sources : Liveuamap ; *Bangkok Post* ; AFP

politiques des deux camps.

Le 28 juillet, un cessez-le-feu est négocié à Kuala Lumpur sous l'égide de la Malaisie, avec le soutien des États-Unis et de la Chine. L'accord permet d'éviter une guerre ouverte prolongée, mais il ne règle aucune des causes structurelles du conflit. Les violations se multiplient dans les semaines suivantes. Le cessez-le-feu fonctionne comme un outil de gestion de crise, utile pour réduire la pression internationale et réorganiser les forces, mais pas comme une solution durable.

Cette séquence met en lumière les limites de l'ASEAN. L'organisation reste le cadre indispensable de la médiation régionale, mais ses principes fondateurs — consensus, non-ingérence, primauté de la souveraineté — limitent fortement sa capacité d'action. Elle peut faciliter le dialogue, pas imposer une issue. Dans un conflit où la tension est volontairement entretenue comme levier politique, cette faiblesse est structurelle.

À partir de novembre, la crise entre dans sa seconde phase. Les escarmouches reprennent, les positions sont renforcées, les discours se durcissent. Les 7 et 8 décembre, les combats de haute intensité reviennent, avec de nouvelles frappes aériennes thaïlandaises et des accusations croisées d'attaques de roquettes. Mi-décembre, des bombardements près de Poipet et d'autres points frontaliers entraînent de nouvelles évacuations massives de civils, confirmant que la désescalade estivale n'était ni stratégique ni durable.

Les États-Unis et la Chine jouent dans ce contexte un rôle de stabilisateurs prudents. Washington appelle à la retenue et au respect du droit international, sans exercer de pression directe sur l'armée thaïlandaise. Pékin privilégie une approche pragmatique, cherchant avant tout à préserver la stabilité nécessaire à ses intérêts économiques et stratégiques. Les deux convergent sur un objectif minimal : éviter l'embrasement régional, sans arbitrer le fond du différend.

La crise frontalière de 2025 apparaît ainsi comme l'aboutissement provisoire d'un contentieux ancien, réactivé par des calculs politiques contemporains. Elle révèle une Asie du Sud-est où les frontières héritées restent des instruments de pouvoir, où les armées conservent un rôle central, et où la diplomatie régionale se limite souvent à la gestion de l'urgence. Tant que ces logiques structurelles perdureront, la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande restera moins une ligne de séparation qu'un levier de confrontation. ◆

Tensions à la frontière thaïlando-cambodgienne, les tensions et altercations entre les deux armées demeurent récurrentes depuis décembre 2025

ALLER PLUS LOIN...

ARTE, le dessous des cartes : Cambodge-Thaïlande, une paix fragile

FRANCE 24 : La Thaïlande accuse le Cambodge d'avoir violé le cessez-le-feu

IRAN : QUAND LA COLÈRE SOCIALE SE TRANSFORME EN DÉFI POLITIQUE

Depuis la fin décembre 2025, l'Iran est confronté à une vague de manifestations qui révèle une crise bien plus profonde que les simples difficultés économiques mises en avant dans les premiers jours du mouvement. Ce qui a débuté comme une protestation contre l'effondrement du pouvoir d'achat s'est rapidement transformé en une contestation politique plus large, traduisant une rupture de confiance durable entre une partie importante de la population et le régime de la République islamique.

À l'origine de la mobilisation, la situation économique du pays apparaît comme un déclencheur immédiat. L'inflation atteint des niveaux records, le rial iranien poursuit sa chute face au dollar et le coût de la vie pèse lourdement sur des ménages déjà fragilisés par des années de sanctions internationales et de stagnation économique. Les prix des produits alimentaires, des loyers et de l'énergie ont fortement augmenté, tandis que les salaires peinent à suivre. Dans ce contexte, le Grand bazar de Téhéran, symbole historique du commerce iranien et souvent baromètre du mécontentement social, est devenu l'un des premiers foyers de la contestation, avec des fermetures de boutiques et des appels à la grève.

Très vite, cependant, la colère a dépassé le cadre strictement économique. Les manifestations se sont étendues à de nombreuses villes du pays, touchant aussi bien les grands centres urbains que des régions plus périphériques. Étudiants, jeunes actifs, commerçants et membres de la classe moyenne ont rejoint le mouvement, exprimant une exaspération qui ne se limite plus à la hausse des prix, mais englobe un sentiment d'impasse politique. Les slogans entendus dans les rues témoignent de cette évolution, dénonçant non seulement la corruption et la mauvaise gestion économique, mais aussi les choix stratégiques du pouvoir, accusé de privilégier ses ambitions régionales et militaires au détriment du bien-être de la population.

La jeunesse iranienne joue un rôle central dans cette mobilisation. Nombre de jeunes, diplômés ou non, se heurtent à un chômage élevé, à la précarité et à un manque de perspectives d'avenir. Pour eux, la crise économique actuelle s'ajoute à un malaise plus ancien lié aux restrictions politiques, sociales et culturelles imposées par le régime. Cette génération, très connectée et consciente des écarts entre sa situation et celle d'autres sociétés, apparaît déterminée à exprimer son ras-le-bol, malgré les risques encourus. Les arrestations, parfois massives, touchent particulièrement ces jeunes manifestants, renforçant encore le ressentiment à l'égard des autorités.

Face à cette contestation, la réponse du pouvoir s'est inscrite dans une logique désormais bien connue. Les autorités reconnaissent partiellement la gravité de la situation économique, tout en imputant la responsabilité de l'instabilité à des facteurs extérieurs, notamment les sanctions occidentales et ce qu'elles décrivent comme des tentatives de déstabilisation orchestrées depuis l'étranger. Dans le même temps, les forces de sécurité ont été déployées de manière significative. Des affrontements ont éclaté dans plusieurs villes, en particulier à Téhéran, où les forces anti-émeutes et les unités paramilitaires ont utilisé gaz lacrymogènes et arrestations ciblées pour disperser les rassemblements.

La répression a été marquée par des violences, des blessés et de nombreuses interpellations, alimentant les critiques des organisations de défense des droits humains. Si les autorités communiquent peu sur le bilan exact, les témoignages et images circulant sur les réseaux sociaux font état d'une pression sécuritaire constante, destinée à empêcher toute structuration durable du mouvement. Cette stratégie vise à éviter que la contestation économique ne se transforme en un soulèvement politique de grande ampleur, à l'image de précédents épisodes de protestation ayant déjà ébranlé le pays.

Au-delà des événements immédiats, cette crise met en lumière un problème plus structurel : l'érosion progressive de la légitimité du régime auprès d'une partie de la population. Pour beaucoup d'Iraniens, les promesses de réformes économiques et sociales n'ont pas été tenues, et les institutions apparaissent déconnectées des réalités quotidiennes. Le sentiment d'injustice est renforcé par la perception d'une élite politique et religieuse protégée des effets de la crise, tandis que la majorité de la population en subit les conséquences directes.
Sur le plan international, la situation intérieure iranienne s'inscrit dans un environnement géopolitique tendu. Les relations avec les puissances occidentales restent conflictuelles, les sanctions continuent de peser lourdement sur l'économie et les marges de manœuvre du gouvernement demeurent limitées. Cette pression extérieure offre au régime un discours de justification, mais elle ne suffit plus à contenir un mécontentement nourri par des difficultés très concrètes et quotidiennes.

La question centrale demeure celle de l'évolution du mouvement. À court terme, le pouvoir semble privilégier une stratégie de contrôle et de dissuasion, misant sur l'usure et la peur pour contenir la contestation. Mais la profondeur de la crise économique, combinée à la mobilisation d'une jeunesse nombreuse et déterminée, laisse penser que les tensions sociales resteront élevées. Sans réformes significatives, le risque est celui d'un cycle récurrent de protestations et de répression, fragilisant

durablement la stabilité du pays.

La vague de manifestations de début 2026 apparaît ainsi comme un symptôme révélateur des contradictions du modèle iranien actuel. Entre contraintes économiques, isolement international et aspirations sociales croissantes, le régime fait face à un défi complexe dont l'issue demeure incertaine. Plus qu'un simple épisode de colère populaire, cette contestation pourrait marquer une étape décisive dans la relation déjà fragile entre l'État et sa société. ◆

Capture d'une vidéo UGC diffusée sur les réseaux sociaux montrant des forces de l'ordre iraniennes dispersant des manifestants dans le Grand bazar de Téhéran le 6 janvier 2026.

ALLER PLUS LOIN...

FRANCE 24 : Iran, au moins 25 personnes ont été tuées et un millier d'autres ont été arrêtées.

FRANCE 24 : Iran, les manifestations contre la vie chère se poursuivent.

Donald Trump suit l'opération militaire américaine au Venezuela avec le secrétaire à la Défense Pete Hegseth et le directeur de la CIA John Ratcliffe à Mar-a-Lago, en Floride, le 3 janvier 2026.

VENEZUELA SOUS TUTELLE ? L'INTERVENTION AMÉRICAINE ET SES LIGNES DE FRACTURES

Début janvier 2026, une opération spéciale américaine a brutalement changé la donne au Venezuela. En quelques heures, le pouvoir chaviste a été décapité, Nicolás Maduro capturé puis exfiltré hors du pays. À Caracas comme dans les capitales étrangères, le choc est immense. Washington assume désormais un rôle direct dans la « transition » vénézuélienne, tout en liant ouvertement l'avenir politique du pays à ses intérêts pétroliers. Cette séquence ouvre une crise majeure du droit international et rebat profondément les équilibres régionaux en Amérique latine.

Le 3 janvier 2026, les forces américaines mènent une opération ciblée à Caracas, précédée de frappes contre des objectifs proches des côtes vénézuéliennes. Washington annonce l'arrestation de Nicolás Maduro et de son épouse sous le chef de « narcoterrorisme ». Quelques heures plus tard, Donald Trump revendique publiquement l'action. Il affirme que les États-Unis « dirigent » désormais le Venezuela jusqu'à une « transition sûre et appropriée », promettant que les compagnies pétrolières américaines reconstruiront les infrastructures du pays en échange d'un accès massif au brut vénézuélien. L'intervention est ainsi assumée comme un acte de puissance, mêlant coercition militaire et logique de prédation économique. Transféré sous contrôle américain, Maduro est visé par des inculpations liées au trafic de drogue. Son avenir reste flou : procès aux États-Unis, extradition ou accord politique demeurent possibles. À Caracas, la vice-présidente Delcy Rodríguez prête serment comme présidente par intérim et se dit prête à coopérer avec Washington afin de stabiliser le pays. Dans le même temps, Trump et le sénateur Marco Rubio envoient des signaux contradictoires sur l'ampleur réelle du contrôle américain et sur le devenir des élites chavistes, oscillant entre promesse de rupture et souci de continuité administrative.

L'un des aspects les plus controversés de la séquence concerne la marginalisation de l'opposition démocratique. Trump refuse explicitement de faire de María Corina Machado l'interlocutrice centrale du processus, alors même qu'elle incarne une rupture claire avec le chavisme et qu'elle avait été empêchée de se présenter à la présidentielle. Pour de nombreux observateurs, ce choix alimente la crainte d'un « post-Maduro » sans véritable refondation politique, où la priorité américaine reste la stabilité et la coopération énergétique plutôt que la reconstruction démocratique.

Sur la scène internationale, les réactions sont vives. Au Conseil de sécurité de l'ONU, une large majorité d'États, y compris des alliés des États-Unis, contestent la légalité de l'opération et dénoncent un précédent dangereux en matière d'intervention unilatérale. La Chine et la Russie y voient une atteinte directe à leurs intérêts énergétiques et stratégiques au Venezuela. Dans la région, des gouvernements de gauche comme celui de Gustavo Petro évoquent une menace pour leur propre souveraineté, après que Trump a laissé entendre que « d'autres régimes » de l'hémisphère pourraient être ciblés.

D'un point de vue juridique, l'intervention est très largement considérée comme illégale. La Charte de l'ONU interdit le recours à la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un État, sauf en cas de légitime défense ou d'autorisation explicite du Conseil de sécurité, conditions manifestement non réunies. La capture et l'exfiltration de Maduro violent en outre ses immunités de chef d'État en exercice. De nombreux juristes qualifient l'opération d'acte d'agression et de violation flagrante de l'article 2-4, aucune invocation du narcoterrorisme ne pouvant légaliser un tel usage de la force.
La dimension pétrolière est centrale. Trump lie explicitement l'opération à la « restitution » d'un pétrole présenté comme « volé », évoquant la remise aux États-Unis de dizaines de millions de barils et un contrôle direct des flux et des recettes. Le projet de redémarrage de PDVSA (compagnie nationale pétrolière et gazière du Venezuela) sous tutelle technique et financière américaine, avec la marginalisation des partenaires chinois et russes, renforce l'idée d'une intervention motivée autant par l'accès aux ressources que par des considérations démocratiques.

Au-delà du cas vénézuélien, l'opération s'inscrit dans une reformulation beaucoup plus large de la doctrine stratégique américaine. Trump revendique ouvertement une version radicalisée de la doctrine Monroe, qu'il qualifie lui-même de « Doctrine Donroe ». Là où la doctrine originelle visait surtout à dissuader les ingérences extérieures dans l'hémisphère, cette nouvelle version affirme que la domination américaine dans l'espace occidental ne sera plus jamais remise en question. La souveraineté des États voisins devient conditionnelle : tolérée tant qu'elle ne contredit ni les intérêts stratégiques ni les intérêts économiques de Washington. Le Venezuela sert ici de modèle exportable : désignation d'un dirigeant comme menace criminelle, intervention militaire unilatérale, capture du chef de l'État, installation d'un exécutif jugé acceptable et mise sous contrôle des ressources. Le message adressé à la région est explicite.

À court terme, l'avenir politique du Venezuela demeure profondément incertain. Le maintien de figures clés du chavisme autour de Delcy Rodríguez, combiné au contrôle de fait américain sur l'appareil pétrolier, fait craindre un régime hybride, entre continuité autoritaire et tutelle extérieure. L'exclusion de l'opposition non-chaviste et l'absence de processus constituant clair nourrissent l'hypothèse d'une transition contrôlée, avec peu de garanties sur la séparation des pouvoirs et l'État de droit. Le sort de plusieurs millions de Vénézuéliens exilés reste lui aussi en suspens : alors que Washington présente la situation comme suffisamment sûre pour encourager des retours, de nombreux réfugiés et analystes redoutent des règlements de comptes, tensions sociales et nouvelles vagues migratoires si la transition échoue.

L'intervention américaine de janvier 2026 apparaît ainsi comme un tournant majeur. Largement considérée comme illégale en droit international et étroitement liée aux enjeux pétroliers, elle ouvre une phase où Washington et une partie du chavisme cherchent à recomposer le pouvoir plutôt qu'à le refonder démocratiquement. Elle marque surtout l'affirmation d'un nouvel ordre hémisphérique, fondé sur la force et les ressources, dont le Venezuela n'est que le premier laboratoire ; le Groënland pourrait incarner la deuxième phase des tests cliniques. ◆

PUISSANCE ÉCONOMIQUE, AMBITION STRATÉGIQUE : L'ALLEMAGNE REDÉFINIT L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN

Depuis plusieurs années, l'Allemagne ne se contente plus d'être le moteur discret de l'Union européenne : elle en assume désormais pleinement le leadership économique, politique et stratégique. Première économie de l'UE, première puissance industrielle et premier contributeur net au budget communautaire, elle dispose d'atouts structurels considérables. L'installation de la Banque centrale européenne à Francfort n'est pas un simple symbole : elle consacre la centralité allemande dans la gouvernance économique européenne et nourrit une capacité d'influence qui dépasse largement le strict champ financier.

L'arrivée à la chancellerie de **Friedrich Merz** marque une nouvelle étape dans cette affirmation de puissance. En décembre 2025, il obtient de la présidente de la Commission européenne, **Ursula von der Leyen**, le report de la fin programmée des voitures à moteur thermique. Cette décision, présentée comme pragmatique, répond avant tout aux

demandes pressantes des grands constructeurs automobiles allemands, piliers historiques du modèle industriel national. Elle illustre la capacité de Berlin à peser directement sur l'agenda normatif européen lorsque ses intérêts stratégiques sont en jeu.

Ce choix s'inscrit dans une recomposition plus large du modèle économique allemand. Longtemps fondé sur l'exportation massive vers la Chine et l'Amérique du Nord, ce modèle se heurte désormais à la fermeture progressive de ces marchés : tensions commerciales, protectionnisme, rivalités technologiques et géopolitiques. Face à ces contraintes, Berlin réoriente son commerce extérieur vers le marché communautaire, transformant l'Union européenne en débouché prioritaire. Cette stratégie, si elle consolide l'intégration économique, alimente aussi une guerre économique intra-européenne de plus en plus vive, où l'Allemagne, forte de sa compétitivité, occupe une position dominante parfois perçue comme déséquilibrante par ses partenaires.

Cette affirmation ne se limite plus au champ économique. Sur le plan militaire, Berlin affiche des ambitions inédites depuis la fin de la guerre froide : devenir la première armée de l'Union européenne, un statut aujourd'hui détenu par la France. Le Bundestag a ainsi annoncé un investissement de près de 50 milliards d'euros en matériel militaire : satellites, missiles, blindés, torpilles, navires de guerre et avions de combat F-35, révélant une dépendance technologique persistante à l'égard des États-Unis. Selon le Financial Times, l'Allemagne pourrait consacrer jusqu'à 650 milliards d'euros à la Bundeswehr d'ici 2030. Le rétablissement d'un service militaire sur la base du volontariat participe de cette remilitarisation progressive, socialement acceptée dans un contexte de menaces accrues à l'Est du continent. La montée en puissance allemande se manifeste également sur le terrain diplomatique. Le 15 décembre 2025, Berlin accueille les pourparlers concernant l'Ukraine, se positionnant de facto comme le leader européen du dossier et comme une nouvelle capitale de la diplomatie continentale. Cette centralité est d'autant plus visible que Paris traverse une période d'éclipse politique, marquée par la dissolution de l'Assemblée nationale et par un niveau de déficit public jugé inquiétant par ses partenaires. Déjà, Berlin avait démontré sa capacité d'influence en œuvrant à la libération de l'écrivain Boualem Sansal, détenu par Alger, s'imposant comme un interlocuteur diplomatique crédible et efficace.

Cependant, cette montée en puissance n'est pas sans limites. Le sommet de Bruxelles de décembre 2025 révèle les frontières de l'influence allemande : Friedrich Merz n'obtient pas l'accord des États membres pour l'utilisation des avoirs russes gelés, et doit accepter un report de la signature des accords de libre-échange entre l'UE et le MERCOSUR. Ces revers montrent que, malgré son poids, Berlin ne peut imposer seul ses choix face à des intérêts nationaux divergents et à des équilibres institutionnels complexes. Il n'en demeure pas moins que l'empreinte allemande sur l'Europe communautaire est profonde. Le trio formé par Ursula von der Leyen, Friedrich Merz et Manfred Weber, patron du Parti populaire européen au Parlement européen, structure largement l'orientation politique de l'UE. Conservatrice sur le plan budgétaire, pragmatique sur le plan industriel, plus affirmée sur le plan stratégique, cette ligne reflète une vision allemande de l'Europe : une puissance économique intégrée, protectrice de ses industries, capable de se défendre et de peser dans les affaires du monde.

Ainsi, l'Allemagne assume désormais un rôle de poids lourd européen, non plus seulement par sa puissance économique, mais par une volonté politique claire de leadership. Si cette affirmation suscite des résistances et des inquiétudes, elle pose surtout une question centrale pour l'avenir de l'Union : comment concilier le leadership allemand avec un équilibre durable entre les États membres, condition indispensable de la cohésion et de la légitimité du projet européen ? ◆

Le chancelier fédéral Friedrich Merz s'est félicité des résultats obtenus à l'issue du Conseil européen du 15 décembre 2025.

ALLER PLUS LOIN...

TOUTE L'EUROPE.FR : Le chancelier Friedrich Merz veut faire de la Bundeswehr « l'armée la plus puissante d'Europe »

2026 : L'AGENDA POLITIQUE ET GÉOPOLITIQUE D'UN MONDE SOUS CONTRAINTE

L'année 2026 s'ouvre dans un climat de forte incertitude internationale, marqué par l'enchevêtrement des dynamiques politiques intérieures, des rivalités de puissance et de conflits durables. Plus qu'une succession d'événements spectaculaires, elle apparaît comme une année révélatrice, où se confirment les tendances lourdes d'un ordre mondial fragmenté, instable et de plus en plus conflictuel.

Dès les premières semaines de janvier, les échéances électorales donnent le ton. Le 11 janvier 2026, le Bénin organise des élections législatives scrutées par les partenaires internationaux, tant elles interrogent l'état du pluralisme politique et la stabilité institutionnelle dans une région stratégique d'Afrique de l'Ouest. Ces scrutins illustrent une tendance globale : les choix politiques internes pèsent désormais directement sur les équilibres régionaux, les coopérations sécuritaires et les orientations diplomatiques.

Cartoonist for peace, Emad Hajjaj.

Cette imbrication entre politique intérieure et géopolitique se vérifie tout au long du printemps. Le 22 mars 2026, la Slovénie renouvelle son Parlement, dans un contexte européen marqué par la montée des polarisations politiques et la question de la cohésion de l'Union. Quelques semaines plus tard, le 12 avril 2026, deux scrutins concentrent l'attention : les élections législatives en Hongrie, où les relations avec Bruxelles restent tendues, et l'élection présidentielle au Pérou, dans un climat d'instabilité politique chronique. Ces rendez-vous électoraux peuvent infléchir des choix essentiels en matière de politique étrangère, de sanctions, de coopération régionale ou de positionnement face aux grandes puissances.

En parallèle de ces dynamiques politiques, la guerre demeure le principal facteur structurant de l'agenda international. En 2026, le conflit entre la Russie et l'Ukraine se poursuit sans perspective claire de règlement durable. Il continue de transformer en profondeur la sécurité européenne, d'alimenter la hausse des budgets militaires et de renforcer la logique de blocs. Cette réalité militaire irrigue directement les grands rendez-vous diplomatiques de l'année, à commencer par le sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, prévu en juillet 2026 en Turquie, où la dissuasion, le soutien à Kiev et l'adaptation stratégique de l'Alliance occupent une place centrale.

La multiplication des sommets internationaux donne l'image d'une diplomatie intense, mais souvent impuissante. Du 19 au 23 janvier 2026, le Forum économique mondial de Davos réunit dirigeants politiques et acteurs économiques autour des grands enjeux de la fragmentation de la mondialisation, de l'énergie et de l'intelligence artificielle. Quelques mois plus tard, du 7 au 9 juin 2026, la France accueille le sommet du G7 à Évian-les-Bains, dominé par la guerre en Ukraine, la sécurité énergétique et la transition climatique. À l'automne, du 15 au 29 septembre 2026, la 81e Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies se tient à New York, offrant une tribune mondiale aux chefs d'État, mais soulignant une fois encore les limites du multilatéralisme face aux rivalités entre grandes puissances.

Car au-delà de ces rendez-vous institutionnels, 2026 confirme une recomposition profonde des rapports de force. La rivalité entre les États-Unis et la Chine demeure structurante, notamment dans les domaines technologiques, commerciaux et stratégiques. Toutefois, le monde ne se résume plus à ce face-à-face. Des puissances intermédiaires affirment leur autonomie et leur capacité d'influence, comme le montre le sommet de l'ASEAN organisé à l'automne 2026 aux Philippines, centré sur les tensions en mer de Chine méridionale, ou encore le sommet des BRICS prévu en fin d'année, symbole de l'affirmation diplomatique de pays comme l'Inde ou le Brésil.

Dans ce contexte de rivalités accrues, les défis transnationaux — climat, énergie, sécurité alimentaire, contrôle des technologies numériques et de l'intelligence artificielle — deviennent eux-mêmes des enjeux de puissance. Leur gestion révèle les tensions entre la nécessité de coopérer et la tentation de défendre des intérêts nationaux à court terme, au risque d'aggraver les fractures internationales.

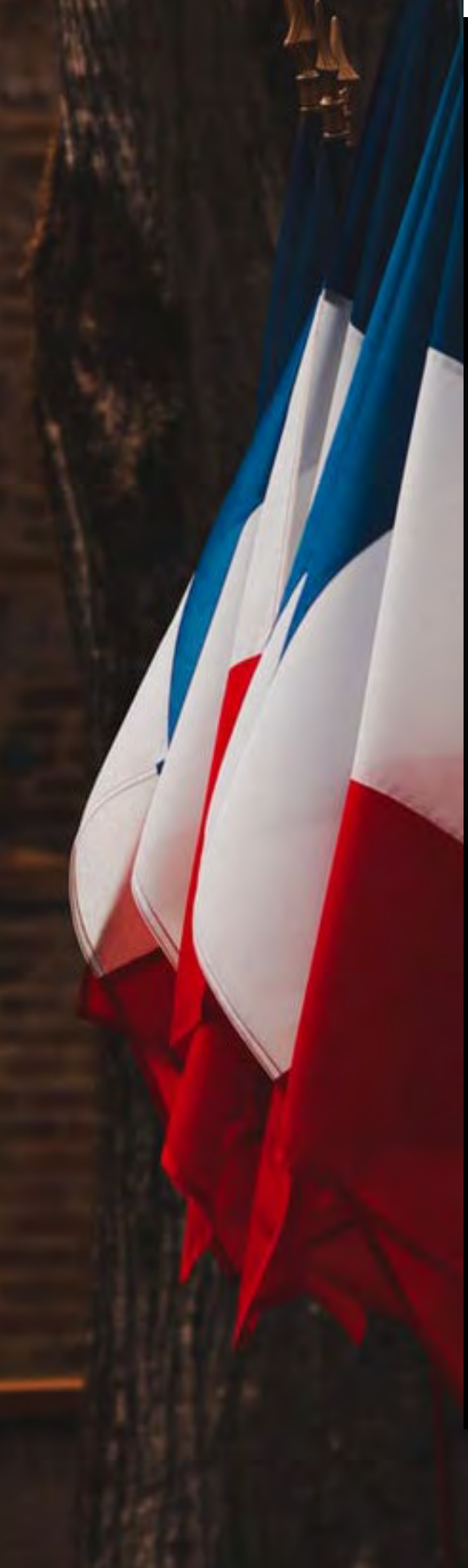
Enfin, certaines dates prennent une dimension symbolique forte. Le 4 juillet 2026, les États-Unis célèbrent le 250e anniversaire de leur indépendance, transformant cet événement historique en outil de soft power, dans un monde où les récits nationaux et la capacité à produire du sens comptent autant que les accords diplomatiques.

Ainsi, sans marquer une rupture nette, l'année 2026 éclaire les contours d'un monde profondément transformé : plus fragmenté, plus conflictuel et plus incertain, où la stabilité dépend moins de règles partagées que de rapports de force assumés. ◆

DANS NOS LIBRAIRIES CE MOIS-CI

Depuis le retour de Trump à la Maison-Blanche, le contexte géopolitique à l'ouest de l'UE a changé : clairement, l'allié américain garant de la sécurité de l'UE par l'intermédiaire de l'OTAN ne compte plus l'être, la Chine étant sa première préoccupation. Les États européens doivent donc désormais non seulement assumer la charge financière de leur défense, mais aussi construire une industrie de défense pour s'émanciper des États-Unis. Le double pari perdu de Poutine, d'une part, l'effondrement rapide de l'Ukraine et le non-soutien de l'Europe à son voisin agressé, d'autre part, l'attitude hostile de l'administration Trump envers l'Europe (augmentation unilatérale des droits de douane) obligent l'UE à s'interroger sur la résistance du principe sur lequel elle a fondé son existence : refuser la puissance par la force, au profit des échanges et de la paix. ◆

Gaza, Ukraine, Taïwan, Groenland, plus la liste des théâtres de guerre et de tensions s'allonge, plus la rhétorique impériale fait son retour dans les affaires du monde. Cette nouvelle compétition entre puissances – classiques ou nouvelles comme les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) – s'exerce dans un ordre mondial en transition géopolitique qui intrigue autant qu'il inquiète. Pour comprendre ces dynamiques en cours et saisir les contours d'un nouveau temps impérial, Le Monde propose un hors-série contenant entretiens, éclairages et surtout un atlas de 40 cartes stratégiques indispensable pour mieux décrypter les cartes mentales des Donald Trump, Vladimir Poutine, Xi Jinping etc ... ◆



- Brandt, l'entreprise qui devait être "construite pour durer"

- Le rétablissement du Service Militaire en France

- Où en est le Capital au 21ème siècle ?

- 2026, année de turbulences budgétaires ?

Céline CHARLES

BRANDT, L'ENTREPRISE QUI DEVAIT ÊTRE *"CONSTRUITE POUR DURER"*

Une fragilité structurelle antérieure à la crise

L'entreprise Brandt, fleuron centenaire de l'électroménager français fondé en 1924, présentait déjà des vulnérabilités profondes bien avant sa liquidation judiciaire prononcée le 11 décembre 2025 par le tribunal des activités économiques de Nanterre.

Rachetée en 2014 par le conglomérat algérien Cevital d'Issad Rebrab, avec le soutien d'Emmanuel Macron alors ministre de l'Économie, l'opération visait à sauver FagorBrandt de la faillite, mais elle s'est avérée un échec relatif marqué par des tensions franco-algériennes et une stratégie de recentrage sur l'Algérie. En effet, des délocalisations partielles ont été initiées vers l'Algérie, où Cevital a priorisé ses intérêts locaux : restrictions à l'importation de composants, lenteurs bancaires et imprévisibilité réglementaire ont paralysé les chaînes de production françaises, tandis que Malik Rebrab, successeur de son père depuis 2022, a abandonné Brandt France jugée "déficitaire et politiquement inutile" au profit d'activités stratégiques pour Alger.

Cette dépendance à un actionnaire étranger, cumulée à un endettement structurel, a exposé l'entreprise à des risques géopolitiques, comme l'illustre la stagnation chronique malgré des promesses de relance nord-africaine. "La déroute de Brandt illustre l'échec des politiques industrielles algériennes", note un analyste dans Maroc Diplomatique, soulignant comment Paris et Alger ont laissé l'économie s'effacer devant la politique.

Constat, causes et conséquences

Placé en redressement judiciaire le 1er octobre 2025 après un chiffre d'affaires de 260 millions d'euros (70% en France, 30% en Europe), Brandt a vu sa liquidation actée, entraînant la suppression de 656 à 700 emplois sur ses sites de Vendôme, Orléans, Saint-Ouen-l'Aumône et Rueil-Malmaison.

Les causes sont multiples au premier rang desquelles la concurrence chinoise, coréenne et turque sur les prix et volumes.

En effet, la concurrence chinoise pèse lourdement sur l'électroménager français avec des importations massives à bas prix (jusqu'à 40-50% moins chers) de marques comme Haier, Hisense ou Midea, qui captent 60% du marché européen des réfrigérateurs et lave-linge depuis 2020. Ces acteurs bénéficient de subventions d'État, de coûts de main-d'œuvre 5 à 10 fois inférieurs et d'une chaîne d'approvisionnement intégrée, asphyxiant les productions locales : en 2024, les importations chinoises ont bondi de 25% en volume, tandis que la production française a chuté de 15% dans le gros électroménager. "La Chine inonde le marché avec des produits low-cost impossibles à concurrencer sans protectionnisme", déplore un syndicaliste CFE-CGC chez Brandt. En effet, les Chinois n'hésitent pas à vendre à perte. Cette dernière stratégie consiste à vendre un produit moins cher que ce qu'il a coûté. En France, c'est interdit par la loi (article L.442-5 du Code de commerce) pour protéger les petits commerçants contre les géants qui pourraient casser les prix pour éliminer la concurrence. L'idée est d'éviter le "dumping", où un acteur puissant vend à perte pour conquérir le marché, puis augmente les prix après.

Par ailleurs, la crise immobilière a également freiné les ventes de gros électroménager, car 70% des réfrigérateurs, lave-linges et cuisinières sont achetés lors d'achats ou rénovations d'immobiliers : en France, les mises en chantier ont plongé de 22% en 2024 (de 350 000 à 273 000 logements), et les transactions résidentielles de 18%, selon l'INSEE. Cette contraction réduit la demande de biens durables : le marché du gros électroménager a reculé de 3,9% en valeur en 2024, après -7,5% en 2023, avec des stocks invendus s'accumulant chez Brandt (estimés à 20% des commandes prévues). "Sans nouveaux logements, pas de lave-linge neuf", résume un analyste de LCI, liant explicitement la baisse des ventes Brandt à ce marasme immobilier. Actuellement, les taux d'intérêt immobiliers en France sont actuellement autour de 3,4% à 3,6% pour des prêts sur 20 à 25 ans, en légère hausse par rapport à fin 2025, mais bien en dessous des pics à plus de 4% observés fin 2023. La crise immobilière, déclenchée en 2022 par la remontée brutale des taux due à l'inflation et aux décisions de la BCE, semble toutefois s'estomper quelque peu avec une reprise progressive du marché en 2025-2026.

Enfin, il faut soigner la baisse du pouvoir d'achat amplifiée par le coût de l'énergie élevé. La baisse du pouvoir d'achat, érodé par l'inflation énergétique (+15% sur l'électricité en 2025) et alimentaire (+5,2%), a conduit les ménages français à reporter les achats non essentiels : le revenu disponible réel par unité de consommation stagne à +0,2% en 2025, pour INSEE, tandis que 45% des foyers citent le budget comme frein principal pour l'électroménager. Chez Brandt, les ventes de lave-linges ont chuté de 12% et celles de fours de 18% en 2025, les consommateurs optant pour la réparation ou l'occasion via des sites d'échanges entre particuliers.

Les conséquences économiques de la faillite de Brandt sont lourdes : 20-25 millions d'euros nécessaires pour une relance, dont 5 millions promis par l'État et 7 par la région Centre-Val

de Loire, mais insuffisants face à des carnets de commandes vides et un projet SCOP avorté sauvant seulement 300 postes. Socialement, c'est un "traumatisme" : "C'est une terrible nouvelle, un choc et un coup très dur porté à l'industrie française", déplore François Bonneau, président de la région Centre-Val de Loire, tandis que Bercy exprime sa "profonde tristesse" pour ce "fleuron français". Les salariés, via la CFE-CGC, dénoncent "la fin d'une ère" avec 656 licenciements secs, aggravant le chômage local dans le Loir-et-Cher et le Loiret. Dans cette dernière région, le taux de chômage se trouve au-dessus de la moyenne nationale. Selon les données INSEE pour le troisième trimestre 2025, le taux de chômage est de 7,6 % de la population active dans le Loiret, contre 7,1 % au niveau national.

Brandt, un cas emblématique du déclin manufacturier français

Selon les données de la Banque de France, ce cas s'inscrit dans un pic de défaillances : 4 747 en août 2025 seul, avec une hausse dans l'industrie manufacturière liée à la crise post-Covid.

La faillite de Brandt s'inscrit donc dans le déclin plus large du secteur manufacturier français, marqué par une désindustrialisation accélérée : de 32 % des emplois en 1980 à moins de 12 % aujourd'hui, avec l'électroménager comme symbole après Moulinex (2001), Lejaby ou Tupperware. "*La tendance de l'électroménager en France suit celle de l'industrie manufacturière et ce n'est pas la réindustrialisation*", expliquait récemment Olivia Guernier, déléguée générale du Groupement des marques d'appareils pour la maison (Gifam), interrogée par le magazine *Alternatives économiques*.

On peut d'ailleurs souligner un certain nombre de points communs avec d'autres faillites : concurrence asiatique impitoyable (celle de la Chine pour Brandt comme pour le textile), crise immobilière et énergétique touchant les biens durables, et endettement chronique, comme chez Seb dont le chiffre d'affaires recule de 3,5 % en 2025. "Produire du gros électroménager en France, c'est devenu une mission impossible", résume Catherine André d'LCI, écho aux fermetures automobiles récentes.

Cependant, des différences peuvent également être soulignées : contrairement à Moulinex (problèmes internes et délocalisations massives en Asie), Brandt souffre d'une gestion post-privatisation par Cevital, avec délocalisations ciblées en Algérie plutôt qu'en Chine, et un sauvetage étatique qui n'a pas fonctionné. Face à ArcelorMittal ou Continental, où des usines manufacturières survivent partiellement, Brandt est le "dernier fabricant de gros électroménager", accentuant l'urgence d'une souveraineté industrielle à repenser. ◆

Nombre de défaillances et cumul sur les douze derniers mois

Décembre 1991 à décembre 2024 (+ janvier 2025 provisoire)

— Cumul du nombre des défaillances sur les 12 derniers mois

— Moyenne 2010-2019

LE RÉTABLISSEMENT DU SERVICE MILITAIRE EN FRANCE

Le gouvernement français prépare le retour d'un service militaire sous une forme nouvelle, annoncé fin novembre 2025 par Emmanuel Macron lors d'un déplacement à Varces. Baptisé « service national volontaire », il remplacera le Service National Universel (SNU) dès l'été 2026 et visera à constituer un vivier de réservistes face aux tensions géopolitiques actuelles. Ce dispositif, d'une durée de 10 mois, combine un mois de formation initiale et neuf mois d'engagement opérationnel au sein d'une armée hybride professionnelle et citoyenne.

Enjeux et modalités du service réhabilité

Ce rétablissement s'explique par la dégradation rapide du contexte sécuritaire mondial, marquée par les tensions au Moyen-Orient, les cybermenaces croissantes et la guerre en Ukraine.

Ce conflit entre dans sa phase diplomatique intense après plus de 1 400 jours de combats acharnés. Les forces russes maintiennent une avance territoriale significative, tandis que l'Ukraine et ses alliés occidentaux accélèrent les négociations pour un cessez-le-feu supervisé. En effet, un sommet de la "coalition des volontaires" s'est tenu le 6 janvier 2026 à Paris, réunissant Zelensky, Macron et des émissaires américains. Les discussions ont porté sur des garanties de sécurité contraignantes : les États-Unis superviseraient un éventuel cessez-le-feu, avec une force multinationale européenne déployable en cas de violation russe. Zelensky insiste sur une "vraie sécurité" pour Kiev, sans concessions territoriales majeures. Rappelons que la Russie a conquis plus de 5 600 km² en 2025, ses gains les plus importants depuis 2022, avec des offensives dans l'Est et le Sud. L'Ukraine ordonne des évacuations massives face à ces avancées et riposte par des drones sur des cibles russes.

Par ailleurs, l'armée française, forte d'environ 200 000 soldats actifs aujourd'hui, peine à recruter suffisamment pour ses besoins en réservistes et en capacités opérationnelles. Ce recrutement représente un enjeu colossal pour l'armée de Terre notamment. Le secteur privé, plus séduisant, et la diminution du chômage expliquent en grande partie ce revers. Le désengagement français dans certains territoires y contribue aussi, car les missions à l'étranger constituent un levier d'attraction majeur pour la jeunesse.

Le programme cible les 18-25 ans, avec une priorité pour les 18-19 ans. Les candidatures ouvriront le 12 janvier 2026 avec une sélection rigoureuse marquée notamment par une motivation forte et un examen sportif. Les engagés percevront une solde minimale de 800 € et porteront l'uniforme.

En effet, Emmanuel Macron a bien rappelé sa visée militaire tout se voulant rassurant : ils n'iront « *ni à l'étranger, ni en opération extérieure, ni sur le flanc est* » a-t-il précisé. Mais ils pourront être mobilisés pour des missions de sécurisation, les patrouilles de Sentinelle, l'assistance aux populations ou l'appui aux armées.

Le gouvernement souhaite un engagement de plus en plus important. Il prévoit que la première promotion comptera 3 000 volontaires en septembre 2026, pour atteindre 10 000 en 2030 et 50 000 annuels d'ici 2035, dont 42 500 dans ce service. Le Haut-commissariat au Plan et France Stratégie ont publié une note au printemps dernier dans laquelle des propositions chiffrées ont été formulées : pour un service militaire volontaire de six mois, un effectif de 70 000 jeunes par an a été évoqué pour un coût estimé à 1,7 milliard d'euros par an. Evidemment, la mise en place d'un service militaire obligatoire aurait été plus coûteuse.

La suppression du service militaire obligatoire

Le service militaire obligatoire, instauré en 1905 et adapté après 1945 avec des durées de 12 à 30 mois, a été supprimé le 3 décembre 1996 par Jacques Chirac, avec effet au 1er janvier 1997. Cette décision visait à créer une armée professionnelle, mieux adaptée aux technologies modernes et aux opérations extérieures (OPEX), qui représentaient déjà 80% des missions en 1990. Le coût élevé – environ 100 000 francs par appelé – et la fin de la Guerre froide ont accéléré ce virage. Dès 1981, le ministre de la Défense, Charles Hernu plaidait pour la professionnalisation : « L'armée de conscrits n'est plus adaptée aux exigences du temps. ». Les effectifs militaires sont ainsi passés de 500 000 hommes en 1989 à 300 000 en 1997, puis à 200 000 aujourd'hui. Ce qui reste toutefois important à l'échelle de l'Union européenne. Selon une étude réalisée par Global Firepower en 2025, la France était bien classée : la Pologne possède la plus grande armée de l'Union européenne en termes d'effectifs actifs, avec 202 100 soldats pour une population d'environ 37 millions d'habitants. La France arrive en deuxième position avec 200 000 militaires d'active, auxquels s'ajoutent 41 000 réservistes, pour plus de 68 millions d'habitants. L'Allemagne, nation la plus peuplée de l'UE avec plus de 83 millions d'habitants, aligne 181 600 actifs et 33 000 réservistes.

Après la suppression du service militaire obligatoire en 1997 sous Jacques Chirac, la France a instauré la Journée Défense et Citoyenneté (JDC) en 1999, une session unique d'information pour les jeunes de 16-25 ans sur leurs droits, devoirs et les

enjeux de défense. Son nom a évolué en 2010 vers Journée Citoyenneté et Défense pour souligner un volet civique élargi (éducation à la citoyenneté et lutte contre l'illettrisme), au-delà de la pure défense, avant un retour partiel à JDC.

Le SNU (Service National Universel), lancé expérimentalement en 2019 par Emmanuel Macron, visait à remplacer la JDC par un service mixte (militaire + citoyen) de 3 semaines en internat pour les 15-17 an. Il était alors question de favoriser la cohésion sociale et l'insertion professionnelle. Estimé entre 3,5 et 5 milliards d'euros à pleine échelle pour 800 000 jeunes par an, il s'est révélé insoutenable face aux contraintes budgétaires.

On peut également mentionner le manque d'attractivité auprès des jeunes qui a également pesé : format perçu comme contraignant (une semaine militaire et deux semaines citoyennes obligatoires pour les 15-17 ans), sans véritable perspective professionnelle immédiate.

Aussi, l'évolution du SNU s'est-elle imposée. La mise en œuvre d'un service militaire volontaire est d'ailleurs perçue positivement : 62 % y sont favorables et 25 % y sont opposés (13 % ne se prononcent pas) selon un sondage de l'IPSOS réalisé en novembre. Il faut toutefois nuancer ce constat : chez les jeunes (18-24 ans), 43 % seulement y sont favorables, contre 44 % qui y sont opposés. Ce sont surtout les plus de 50 ans qui adhèrent le plus au nouveau service militaire volontaire (71 % sont favorables / 19 % opposés). Enfin, interrogés cette fois sur les propos tenus par le chef d'état-major enjoignant la population à « accepter de perdre ses enfants », les Français se montrent plus critiques : 63 % jugent ces propos exagérés, quand 29 % pensent au contraire qu'ils sont nécessaires pour préparer les Français à une éventuelle aggravation du conflit.

Qu'en est-il du service militaire en Europe ?

En Europe, onze pays maintiennent un service militaire obligatoire, souvent renforcé face à la menace russe, tandis que d'autres l'ont rétabli récemment. Cette diversité reflète des réponses variées aux défis géopolitiques actuels, avec une conscription qui concerne encore 22 % des Européens sous les armes.

Le service militaire dans les pays membres de l'Union européenne

Un certain nombre de pays n'ont jamais aboli leur service. L'Autriche impose 6 mois de service aux deux sexes depuis 1998, avec un taux d'engagement volontaire de 20%. La Finlande exige 165 à 347 jours des hommes (volontaire pour les femmes), bénéficiant d'un soutien public de 80%. La Grèce (9-12 mois pour les hommes), la Suisse (18-26 semaines avec école de recrues), la Norvège (12 mois mixtes depuis 2016), la Suède (9-15 mois, rétablis en 2017 avec 8 000 conscrits annuels), le Danemark (4-12 mois mixtes depuis 2026), l'Estonie (8-11 mois hommes), Chypre (14 mois hommes) et la Turquie (6-12 mois hommes) complètent ce tableau. Ces systèmes visent à garantir une mobilisation rapide en cas de crise.

Par ailleurs, plusieurs nations ont réintroduit la conscription ces dernières années. La Lettonie l'a fait en 2024 (11 mois), la Lituanie en 2015 (9 mois pour 23-26% des classes d'âge, objectif 7 000 en 2025), la Pologne en 2025 (1 an volontaire en préparation d'une obligation générale) et l'Ukraine en 2024 pour besoins de guerre. La Serbie maintient un service volontaire de 12 mois depuis 2011. Ces choix, motivés notamment par la proximité du conflit russo-ukrainien. ◆

OÙ EN EST LE CAPITAL AU 21ÈME SIÈCLE ?

L'étude INSEE du 9 décembre 2025 sur les patrimoines des ménages en 2024 met en lumière des inégalités persistantes et croissantes en France.

Les inégalités de patrimoine en France

Depuis les années 1990, les inégalités de patrimoine en France se sont accentuées, passant d'un indice de Gini de 0,62 en 1992 à 0,652 en 2024 selon l'INSEE, soit près du double de celui des revenus (0,299). Cet indice varie entre 0, indiquant une égalité parfaite où tous ont le même niveau, et 1, signalant une inégalité extrême où une seule personne détient tout.

Le patrimoine brut médian des ménages s'élève à 205 100 €, mais les écarts sont très grands : les 50% les moins dotés ont moins de 40 000 €, tandis que les 10% les plus riches détiennent 48% de la richesse totale et les 1% supérieurs atteignent plusieurs millions.

Cette disparité touche surtout l'immobilier (62% des inégalités), les actifs financiers (25%) et les professions non salariées.

L'âge joue un rôle clé : les seniors de 60-69 ans affichent un patrimoine médian de 521 000 € brut, grâce à des décennies d'accumulation via des remboursements de prêts immobiliers, des retraites et donations, contre seulement 28 500 € pour les moins de 30 ans souvent locataires.

L'évolution récente montre une stabilisation post-Covid, mais une hausse de 7% du patrimoine moyen (de 393 000 € en 2018 à 421 000 € en 2024), tirée par la Bourse et les prix immobiliers (+18% depuis 2015 en province).

Les inégalités sont plus élevées que celles de revenus, car le patrimoine s'accumule sur une vie entière et se transmet par héritage : 40% des ménages riches bénéficient de donations précoces, figeant les positions sociales.

« Le grand écart des patrimoines s'est creusé en vingt ans, particulièrement pour l'immobilier », note l'INSEE, avec des disparités régionales : 380 000 € médians en Île-de-France contre 150 000 € en Normandie.

Perspectives mondiales

À l'échelle globale, les inégalités de patrimoine dépassent largement celles de la France : le World Inequality Lab (décembre 2025) estime un Gini mondial à 0,89, contre 0,652 hexagonal, avec les 10% les plus riches captant 76% des richesses (contre 48% en France).

Aux États-Unis, le top 1% détient 35% du patrimoine total (contre 19% en France), boosté par les actions tech ; en Chine, c'est 30% pour l'élite immobilière et entrepreneuriale, tandis qu'en Inde, le Gini frôle 0,92 avec des milliardaires dominants. La France se situe ainsi dans le quartile le plus égalitaire des pays OCDE, grâce à un fort poids immobilier (70% des patrimoines contre 50% aux USA) et une fiscalité successorale plus lourde (droits de succession à 45% maximum contre 40%

aux Etats-Unis).

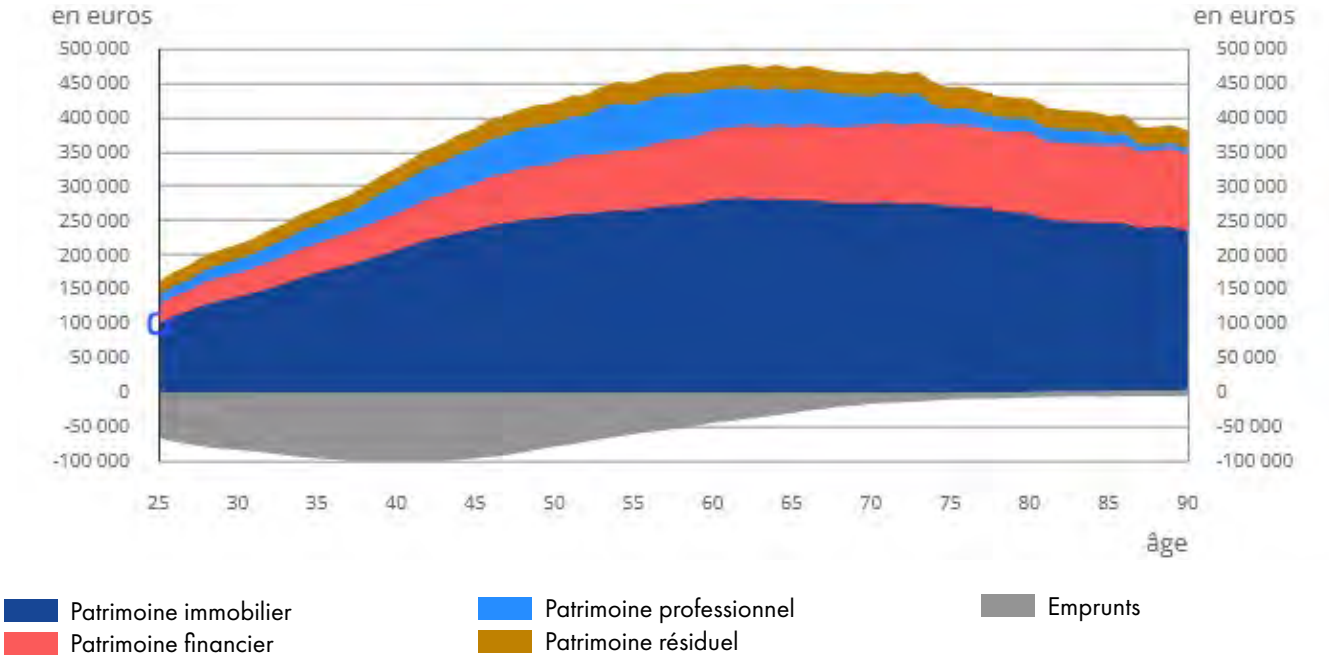
Cependant, le phénomène est amplifié mondialement par la globalisation : les 2 800 milliardaires possèdent 13 800 milliards de dollars (3 % du PIB mondial annuel), et les flux financiers transfrontaliers creusent les écarts émergents. Comparée à l'Europe du Nord (Gini 0,60 en Suède), la France reste moyenne, mais supérieure à l'Espagne (0,63). "Les inégalités mondiales de fortune sont extrêmes, la France étant un îlot relatif d'équité", souligne l'étude croisée INSEE-WIL, où le bas de l'échelle globale (50 % pauvres) n'a que 2 % des richesses.

Les causes structurelles et conjoncturelles des inégalités de patrimoine

Structurellement, les inégalités proviennent de l'héritage et des donations : 80 % du patrimoine des top 10 % vient de transmissions familiales, avec des avances d'hoirie favorisant les aînés urbains et immobiliers (Île-de-France concentre 25 % des riches). L'avance d'hoirie désigne en droit français une donation consentie par un parent à l'un de ses héritiers réservataires (généralement un enfant) en anticipation de sa part future dans la succession. Elle vise à préserver l'égalité entre les cohéritiers lors du partage successoral, en réintégrant la valeur de cette avance à la masse héréditaire.

L'accès inégal au logement amplifie le phénomène : les primo-accédants jeunes peinent face aux prix (+45 % depuis 2000), tandis que les seniors profitent d'une propriété acquise à bas coût dans les années 1980-90. La faible mobilité sociale (seuls 15 % des enfants de classes populaires intègrent le top 30 % patrimonial) et le rendement des actifs financiers (top 1 % gagne 8 % par an contre 2 % pour le bas) figent les hiérarchies.

Montant moyen du patrimoine brut et de ses composantes, selon l'âge de la personne de référence début 2024



Note : Les courbes sont lissées pour rendre les tendances plus visibles.

Lecture : Début 2024, les ménages dont la personne de référence a 70 ans possèdent en moyenne 459 400 euros de patrimoine brut et ont en moyenne 12 300 euros d'emprunts en cours.

Champ : France hors Mayotte, ménages vivant dans un logement ordinaire.

Cette situation s'inscrit dans la continuité d'une dynamique amorcée à partir de 1990. Entre 1914-1945, guerres et destructions effondrent les patrimoines ; 1950-1990 voit une réduction par la croissance et la fiscalité progressive. Depuis 1990, « explosion des inégalités, retour de l'héritage avec le vieillissement des populations » et mondialisation financière. Dans *Capital et idéologie*, Thomas Piketty insiste : les inégalités sont un « choix politique », justifiées par la sacralisation de la propriété au XIXe siècle, amplifiée par le colonialisme. Seule l'imposition apparaît alors comme une solution efficace pour l'auteur. En effet, il prône un impôt progressif annuel sur le capital (0,1-2 % modestes, jusqu'à 5-10 % milliardaires) et sur les successions (jusqu'à 90 % au-delà 5 M€), via cadastre financier universel. Il s'agit d'un registre mondial public et transparent des actifs financiers (comptes bancaires, actions, obligations, assurances-vie), centralisé et accessible annuellement, comme un cadastre immobilier recense les terrains pour la taxe foncière. Négocié au niveau du G20, ce système automatique mutualiserait les données déclarées par banques et contribuables, évitant l'évasion fiscale.

Conjoncturellement, la bulle immobilière 2015-2023 a boosté les propriétaires âgés, mais la crise post-Covid et l'inflation ont freiné les jeunes : le patrimoine des <40 ans stagne (+2 %), contre +15 % pour les 60+. Les marchés boursiers volatils profitent aux plus riches diversifiés, tandis que l'énergie chère ronge l'épargne des classes moyennes. La pandémie a accéléré les écarts : les confinements ont favorisé les liquidités des hauts patrimoines.

Et un phénomène risque encore d'aggraver la situation. Il s'agit de la « grande transmission patrimoniale ». Elle désigne le transfert massif de richesse des baby-boomers (nés 1945-1964) vers les générations suivantes en France, entre 2025 et 2040. Ce phénomène représente environ 9 000 milliards d'euros cumulés, soit 600-700 Md€ par an, dopé par l'immobilier et les actifs financiers accumulés. L'Insee note que la part des héritages dans le patrimoine net des ménages est remontée à 60 % en 2024 (contre 35 % en 1970), avec un pic attendu : les seniors de plus de 70 ans détiennent 25-30 % du patrimoine total.

La gauche lie cela directement à la suppression de l'ISF en 2018, qui aurait exonéré 100 000 foyers des 5-6 milliards d'euros annuels, creusant l'écart au profit des boomers et seniors face aux jeunes désargentés par la crise immobilière. Aussi, les députés de gauche (PS, LFI) et écologistes (EELV) militent-ils activement pour un retour déguisé de l'ISF sous forme d'impôt sur la fortune immobilière élargi, une taxe annuelle sur les holdings patrimoniaux pour taxer les structures opaques des ultra-riches, un durcissement de la fiscalité des donations et héritages (notamment via un barème progressif renforcé au-delà de 1,8 million d'euros), ainsi que le doublement de la taxe sur les services numériques (TSD) visant les GAFAM, visant à collecter 10 à 15 milliards d'euros supplémentaires annuels. À droite, les sénateurs LR et RN rejettent ces mesures comme "punitive" et "fuyant la réalité économique", préférant des coupes budgétaires, arguant que la dette publique exige de l'austérité plutôt que de "confisquer le patrimoine des Français qui ont réussi".

Selon l'Insee, à la fin du troisième trimestre 2025, la dette publique au sens de Maastricht s'établit à 3 482,2 Md€, soit une augmentation de 65,9 Md€, après +70,9 Md€ au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle s'établit à 117,4 %, après 115,7 % au deuxième trimestre 2025.

Ces enjeux feront l'objet des prochaines discussions pour décider du budget de la France pour cette nouvelle année 2026. ◆

2026, ANNÉE DE TURBULENCES BUDGÉTAIRES ?

L'absence de consensus sur le budget 2026 en France a marqué un tournant dans les débats parlementaires, aboutissant à l'adoption d'une loi spéciale pour assurer la continuité des services publics. Cette procédure exceptionnelle reflète les divisions profondes au Parlement, tandis que des changements concrets entreront en vigueur dès le 1er janvier. Les débats à venir promettent d'être intenses sur les grands équilibres économiques.

Absence de Consensus et Loi Spéciale

Les négociations sur le projet de loi de finances pour 2026 ont achoppé en raison de divergences irréconciliables entre l'Assemblée nationale et le Sénat. La commission mixte paritaire, censée trouver un terrain d'entente fin décembre 2025, a échoué face à l'opposition des sénateurs, hostiles à toute hausse d'impôts supplémentaires, alors que le gouvernement visait un déficit ramené à 5 % du PIB. Comme l'a souligné le ministre de l'Économie et des Finances Roland Lescure : « *Cette loi spéciale n'est pas un budget, mais un texte d'urgence pour permettre à la France de fonctionner temporairement* ».

Cette loi spéciale, adoptée à l'unanimité le 23 décembre 2025 par les deux chambres et promulguée le 27 décembre, reconduit provisoirement le budget 2025. Elle autorise l'État à percevoir les impôts existants, à sécuriser les recettes des collectivités territoriales et à emprunter sur les marchés financiers pour financer les dépenses indispensables, comme les traites des fonctionnaires. Ce n'est pas la première fois : une mesure identique avait été utilisée après la censure du gouvernement Barnier, les budgets de l'État et de la Sécurité sociale n'ayant été validés qu'en février. Le Premier ministre Sébastien Lecornu a insisté : « *Nous devons au plus vite fournir un budget à la nation* ».

Changements effectifs dès janvier

Dès le 1er janvier 2026, plusieurs mesures issues du budget provisoire impacteront toutefois la vie quotidienne.

Dans le domaine des impôts et de l'argent, la déclaration des dons manuels (sommes d'argent, bijoux, etc.) entre particuliers doit désormais se faire exclusivement en ligne via le téléservice impots.gouv.fr, sauf exceptions. Les plans épargne logement (PEL) ouverts à partir de cette date offrent un taux d'intérêt relevé à 2 %, contre 1,75 % auparavant. Le taux d'intérêt légal, utilisé pour les pénalités de retard de paiement, évolue pour le premier semestre selon un arrêté du 15 décembre 2025.

Côté consommation, les soldes d'hiver débutent le 7 janvier dans la plupart des départements métropolitains jusqu'au 3 février.

Parallèlement, l'interdiction progressive des « polluants éternels » (PFAS) s'applique à la fabrication, l'importation et la mise sur le marché de cosmétiques, farts pour skis, vêtements, chaussures et leurs imperméabilisants (excepté les vêtements et chaussures de protection, comme ceux des militaires ou des pompiers).

La transition écologique voit plusieurs avancées. Le calcul du Diagnostic de performance énergétique (DPE) évolue favorablement pour les logements chauffés à l'électricité grâce à un nouveau coefficient de conversion, sans dégradation d'étiquette pour aucun bien ; les DPE antérieurs restent valables et actualisables gratuitement en ligne. Pour les copropriétés de moins de 50 lots, le DPE à l'échelle du bâtiment devient obligatoire.

Par ailleurs, l'aide à l'achat de véhicules électriques progresse : jusqu'à 5 700 € pour ménages précaires, 4 700 € pour modestes, 3 500 € pour autres, plus un bonus de 1 200 à 2 000 € pour batteries européennes ; les plafonds de revenus sont rehaussés. Le malus automobile se durcit : CO2 dès 108 g/km (jusqu'à 80 000 € au-delà de 191 g), masse dès 1,5 tonne (10 à 30 €/kg), étendu aux camionnettes N1. Le prêt avance mutation+ (PAR+) pour rénovations énergétiques actualise ses plafonds de ressources.

Pour les crédits, les taux d'usure immobiliers (TAEG max) sont révisés à la baisse par rapport au trimestre précédent.

Les aides et allocations connaissent des revalorisations. Le SMIC augmente de 1,18 % : horaire brut à 12,02 € (+0,14 €), mensuel 35h à 1 823,03 € (+21,23 €).

Le plafond de la Sécurité sociale (PASS), c'est-à-dire le montant maximal des rémunérations ou gains pris en compte

pour calculer les droits sociaux, certaines cotisations et définir l'assiette de certaines contributions croît de 2% à 48 060 € annuels.

L'indemnité minimale de stage passe à 4,50 €/h et ce, pour tout stage d'une durée supérieure à deux mois (consécutifs ou non) effectué en milieu professionnel.

Un congé supplémentaire de naissance de 1-2 mois rémunéré est créé pour chaque parent, pour naissances/adoptions dès 2026.

La réforme des retraites est suspendue : âge légal ralenti pour générations 1961-1968 et carrières longues, dès septembre.

Parmi les autres changements, les tarifs postaux augmentent de 7,4% en moyenne tandis qu'en Île-de-France, le coût des transports est en hausse.

Cependant, l'absence de loi de finances affecte plusieurs aspects importants du système fiscal et des aides publiques.

Tout d'abord, le barème de l'impôt sur le revenu n'est pas revalorisé, ce qui laisse inchangé le prélèvement à la source appliqué sur les salaires et les revenus. Par ailleurs, le dispositif de contribution différentielle sur les hauts revenus est supprimé, tout comme le crédit d'impôt accordé pour l'installation de bornes de recharge électrique pour véhicules, dont l'aide couvrant une large part des dépenses jusqu'à un certain plafond n'est plus disponible. Enfin, le programme d'aide à la rénovation énergétique des logements, MaPrimeRenov' est suspendu, avec la fermeture complète de son guichet d'accès.

Débats à venir au Parlement

Dès le 8 janvier 2026, l'Assemblée et le Sénat reprendront l'examen du budget sur la base de la version sénatoriale, avec des débats centrés sur la trajectoire du déficit public, projeté à 5% du PIB contre 5,4% en 2025. Les thèmes phares incluront la défense, dotée de 57 milliards d'euros en hausse de 4%, et la réduction de la dette à environ 117% du PIB, Emmanuel Macron appelant à « maintenir le déficit à 5% et finir nos priorités ». Les oppositions devraient s'affronter sur les hausses d'impôts : les socialistes et écologistes pousseront pour taxer les superprofits à 15 milliards, tandis que LR au Sénat défendra des coupes dans les aides sociales de 10 milliards.

Ces débats interviennent dans un contexte économique sous tensions : la croissance économique française pour 2026 est prévue à 1,2% selon les projections INSEE actualisées en décembre 2025, freinée par un ralentissement européen et des tensions commerciales mondiales.

L'inflation devrait se stabiliser à 1,8%, sous l'effet de la BCE et d'une énergie moins volatile, tandis que le chômage oscille autour de 7,5%, avec une hausse chez les jeunes (20%) due au gel des contrats aidés.

Les emprunts nets massifs que la France prévoit de contracter sur les marchés financiers la rendent particulièrement vulnérable à une volatilité accrue des taux d'intérêt et des perceptions des investisseurs. En effet, ces besoins d'emprunt élevés obligent le pays à émettre une grande quantité d'obligations d'État pour financer ses dépenses publiques, ce qui attire l'attention des marchés internationaux et peut amplifier les fluctuations économiques.

Le taux d'intérêt à dix ans sur les obligations d'État françaises connaît une remontée soutenue. Ce taux, qui sert de référence pour de nombreux prêts et investissements à long terme, augmente la pression sur les finances publiques. À chaque nouveau point de hausse, la charge des intérêts à payer sur la dette existante et les nouveaux emprunts s'alourdit de manière substantielle. Cela pèse lourdement sur le budget de l'État, où ces dépenses d'intérêts représentent désormais une portion importante des ressources disponibles, limitant les marges de manœuvre pour d'autres priorités comme l'éducation, la santé ou les investissements.

L'Union européenne maintient la France sous procédure de déficit excessif (depuis 2024), avec menace de sanctions financières (1% du PIB, soit 28 Md€) si le déficit dépasse 3% en 2027 ; Bruxelles exige un plan de 60 milliards d'économies pluriannuelles.

Sans accord parlementaire fin janvier, le recours à l'article 49.3 devient probable pour faire passer le budget, exposant le gouvernement à une motion de censure conjointe RN-NFP potentiellement fatale et ouvrant la voie à une dissolution anticipée avant les prochaines élections législatives de juin. ◆

- Aurélien Berlan, Guillaume Carbou, Laure Teulières (dir.), *Greenwashing. Manuel pour dépolluer le débat public*, 2022

- Baptiste Morizot, *Manières d'être vivant*, 2020

Alice TRUEL
Cyril HUNAULT

Greenwashing. Manuel pour dépolluer le débat public, Paris, Seuil, 2022

Aurélien BERLAN, Guillaume CARBOU, Laure TEULIÈRES (dir.)

Ce manuel aborde de manière large toutes les facettes de ce que représente le *greenwashing*. Qu'est-ce que le *greenwashing* ? Le terme est fréquemment utilisé pour désigner la communication fallacieuse ou frauduleuse concernant les performances écologiques d'un produit ou d'une entreprise. Cependant, cette notion ne se limite pas à la communication d'entreprise mais s'est étendue au champ politique, intellectuel et au discours commun. Cet ouvrage vise à analyser les multiples facettes des discours trompeurs sur les pseudos actions de protection de l'environnement. Le *greenwashing* peut prendre la forme de procédés rhétoriques, telles que l'utilisation de termes flous (tels que *eco-frinedly*), d'euphémismes voire d'oxymores (comme le terme « écologie industrielle »), mais aussi de déclarations invérifiables ou de promesses non suivies d'actions concrètes. Il peut passer par le fait d'associer des images ou sons à des produits pour faire croire à leur caractère écologiques (comme Mc Donald's qui a changé son enseigne en vert), la mise en avant d'une action écologique mineure destinée à donner une bonne image (ex : repenser l'emballage d'un produit sans questionner le produit). Pour résumer le *greenwashing* est l'ensemble des mesures destinées à cacher les dégâts environnementaux sans proposer de solutions d'ampleur suffisante pour remédier aux problèmes. Ces procédés ont pour effet d'exclure du débat les projets plus radicaux de transformations économiques et sociales qui remettent en cause le fonctionnement du capitalisme industriel et donc les modes de vie actuels. Le *greenwashing* a émergé face à la montée des préoccupations écologiques à partir des années 1960 qui ont amené à pointer du doigt les conséquences de certaines productions. Beaucoup d'industries ont d'abord nié les problèmes, avant de s'en emparer en mettant au point des techniques pour verdir leur image. Cependant, à mesure que les États sont devenus des acteurs majeurs à la fois des atteintes et de la protection de l'environnement, ils se sont également lancés dans le *greenwashing* pour contrer les critiques appelant à réformer le système.

Ce manuel se concentre sur la manière dont notre société aborde les problématiques écologiques. Il interroge nos modes de vie, de production, d'organisation sociale avec l'objectif affiché de « dépolluer » le débat public. Par-là les auteurs entendent mettre à distance les discours marketing ou promesses politiques qui nous éloignent de la réalité des faits et de la compréhension des mesures nécessaires pour arrêter le désastre environnemental en cours. Ils notent que la pensée moderne a développé trois principaux biais qui limitent notre capacité à penser les problèmes écologiques : l'économisme, le solutionnisme technologique et la pensée en silo. Par économisme, on entend le la tendance à favoriser les mécanismes de marché et l'objectif de croissance économique et à mettre de côtés les modalités d'organisation alternatives. Le solutionnisme technologique désigne la confiance aveugle dans le fait que des technologiques présentes ou futures régleront les problèmes environnementaux, ce qui favorise le fait de différer leur prise en charge. En outre, cela peut amener à sous-estimer le déplacement des pollution (par exemple l'électrification peut permettre moins de pollution de l'air mais poser la question des déchets nucléaires et de l'épuisement de certaines ressources minières), les effets rebonds, c'est-à-dire une hausse de consommation d'une technologie plus propre qui annule au global les effets bénéfiques (par exemple des climatiseurs moins polluants mais plus nombreux). Enfin, la pensée en silo consiste à analyser les différents aspects d'un problème de manière cloisonnée, sans analyser leurs interactions complexes, et à proposer des solutions secteur par secteur sans penser de manière globale. Face à une société imprégnée de *greenwashing*, qui favorise par confort des solutions peu ambitieuses, ce livre tente de surmonter ces biais et de détricoter les discours trompeurs sur les solutions envisageables pour affronter les problèmes environnementaux et repolitiser ces enjeux. Il tente de montrer que les discours qui euphémisent les problèmes environnementaux ou les réponses peu ambitieuses à ces problèmes ont pour objectif de

« protéger l'idole du progrès dont la destitution provoquerait l'effondrement de bien des illusions constitutives de notre vie moderne ». En cela, le greenwashing est rassurant, il nous empêche de paniquer en masquant la réalité, il nous maintient dans l'illusion que nous faisons ce qu'il faut, mais nous empêche d'agir efficacement face à l'urgence des enjeux auxquels nous faisons face. Autrement dit, cet ouvrage vise à nous interroger sur nos perceptions, nos modes de vie, à libérer nos imaginaires des discours trompeurs, à éclairer les débats sur la protection de l'environnement et à mettre en lumière les solutions ambitieuses que l'on pourrait envisager pour véritablement écologiser la société, par le biais de transformations politiques, économiques, de réorientations de l'organisation sociale.

Les auteurs sont multiples et chacun apporte son expertise pour expliquer une thématique. Ce manuel prend la forme d'un dictionnaire : les thématiques développées vont de l'agriculture durable, au tourisme, en passant par le nucléaire, le développement durable, l'éco-citoyenneté, la finance verte ou encore la dématérialisation des activités ainsi que les véhicules propres. Le panel est large et permet d'avoir une vue globale et croisée des multiples solutions à apporter à la crise environnementale. L'histoire des notions et leurs enjeux contemporains sont développés, tout en les replaçant au cœur des rapports de force politique. Chaque fiche thématique se termine par une courte sélection bibliographique permettant d'approfondir le sujet. Elles peuvent être lues indépendamment l'une de l'autre, permettant au lecteur d'approfondir seulement les thématiques qui éveillent sa curiosité. ◆

Manières d'être vivant, Actes sud, 2020

Baptiste MORIZOT

Introduction

Publié en 2020, *Manières d'être vivant* s'inscrit pleinement dans le renouvellement contemporain de la pensée écologique. Philosophe, pisteur[1] et écrivain, Baptiste Morizot propose une réflexion originale sur notre rapport au vivant, au croisement de l'éthique, de l'anthropologie et de la politique.

À rebours des approches strictement gestionnaires ou techniciennes, il invite à comprendre la crise écologique comme une crise de la sensibilité : si la destruction du vivant s'intensifie, c'est aussi parce que les humains ont perdu les modes d'attention, d'interprétation et de relation qui les reliaient autrefois aux autres êtres vivants. Restaurer ces liens devient un enjeu central pour imaginer d'autres formes d'habitation de la terre.

Cette perspective en fait un ouvrage de référence pour le thème « Le vivant », à articuler avec les questionnements du concours : représentations du vivant, exploitation, protection,

1. Le rôle du pistage et de la « philosophie de terrain », qui sont typiques de la méthode de Morizot, donnent chair à la crise de la sensibilité (expérience du loup, du berger, etc.).

anthropocène et nouvelles éthiques de l'environnement.

Une thèse forte : la crise écologique comme crise de la sensibilité

Morizot part d'un constat désormais bien documenté : l'effondrement de la biodiversité, le dérèglement climatique et la dégradation des milieux signent une crise écologique polymorphe touchant à la fois les sociétés humaines et la biosphère. Mais son apport spécifique consiste à montrer que cette crise est aussi une crise de nos relations au vivant. En effet, l'auteur insiste sur un double processus :

– une surexploitation des vivants par le capitalisme contemporain, qui transforme les organismes et les milieux en ressources ;

– une désaffection plus profonde : les humains ne se reconnaissent plus comme membres d'une communauté de vivants, et ne perçoivent plus les autres êtres comme des partenaires d'existence.

Ce diagnostic rejoint les analyses des sciences sociales présentées dans les cours Tremplin. D'une part, l'ontologie naturaliste dominante en Occident sépare radicalement humains et non-humains (Cours 1) ; d'autre part, l'entrée dans l'anthropocène montre que l'activité humaine a atteint un seuil géologique qui impose de repenser ces relations (Fiche 2).

Cette crise de la sensibilité n'est pas secondaire : elle explique en partie l'inaction politique. Si les vivants ne sont plus perçus comme des sujets, mais comme objets inertes ou comme simples « services écosystémiques », leur destruction cesse d'émouvoir et d'alerter. Dès lors, la préservation du vivant suppose un changement de regard, une métamorphose de l'attention.

Un renversement conceptuel : apprendre les manières d'être vivant

L'originalité du livre tient à l'introduction d'un concept central : les « manières d'être vivant », qui désigne l'ensemble des comportements, des stratégies, des formes d'organisation propres à chaque espèce. Autrement dit, Morizot propose de considérer chaque vivant comme un agent, porteur d'un savoir-faire évolutif. Comprendre les vivants exige alors de prêter attention à leurs modes d'existence.

Ce déplacement s'inscrit en faux contre la tradition occidentale qui, comme le montrent les cours Tremplin, a souvent pensé le vivant soit à partir d'un finalisme hiérarchisé (Aristote), soit depuis un mécanisme réducteur (Descartes). Morizot, proche en cela des approches néo-finalistes contemporaines, insiste sur la créativité, l'adaptativité et l'épaisseur relationnelle du vivant. Cette proposition recoupe également les recherches anthropologiques de Philippe Descola sur les différentes ontologies (animisme, totémisme, analogisme, naturalisme) : Morizot invite à sortir du naturalisme strict pour retrouver des modes de relation plus continus entre humains et non-humains (Cours 3).

Les « diplomaties inter-espèces » deviennent alors un mot-clé. Il s'agit, pour l'auteur, de comprendre les vivants non comme des obstacles ou des ressources, mais comme des partenaires dotés de trajectoires et d'intérêts. Cette diplomatie repose sur une compétence éthique — l'attention — qui rappelle profondément l'éthique du *care* élargie au vivant (Fiche 4). Rappelons toutefois que les diplomaties inter-espèces demeurent néanmoins traversées de conflits et de négociations, et ne visent pas une harmonie idéalisée.

Enjeux éthiques et politiques : refonder nos relations au vivant

Restaurer notre sensibilité au vivant n'est pas un luxe : c'est une condition politique. Morizot rejoint ici l'idée que la protection du vivant ne peut être seulement réglementaire ou technoscientifique (Cours 4). Elle suppose de transformer les pratiques, les imaginaires et les institutions.
Trois pistes émergent :

1. Multiplier les rencontres avec le vivant.
Selon Baptiste Morizot, la crise écologique est aussi une « réduction des modes de rencontre » avec les autres espèces. Réensauvagement, pratiques de terrain, participation citoyenne à l'observation du vivant deviennent autant de moyens de reconstruire l'attention.

2. Développer une politique du vivant.
L'auteur refuse l'opposition simpliste entre exploitation et protection (Cours 4) : il s'agit de définir les conditions d'une cohabitation juste, d'inventer des formes de gestion qui reconnaissent la valeur propre des vivants.

3. Sortir de l'anthropocentrisme.
Sans basculer dans un animisme naïf, Morizot propose un décentrement : reconnaître que les humains ne sont qu'une manière d'être vivant parmi d'autres, dans un monde dense d'agents, de stratégies, de significations. Cette proposition rejoint en partie les débats sur l'antispécisme (Fiche 1), tout en conservant une approche pragmatique plutôt que militante.

Conclusion : Apports et limites pour les Questions contemporaines

Manières d'être vivant constitue une ressource précieuse pour le thème « Le vivant », car il articule enjeux philosophiques, anthropologiques et politiques. L'auteur apporte :

– une conceptualisation stimulante de la crise de la sensibilité ;

– un renouvellement profond de notre manière de penser le vivant ;

– une éthique relationnelle qui trouve des échos dans les théories du *care*, de l'anthropocène, et des ontologies non occidentales.

Pour le concours, l'ouvrage permet de mobiliser une perspective transversale, reliant exploitation, protection, manipulation et représentation du vivant. Sa limite éventuelle réside dans un certain idéal de réconciliation qui peut sembler difficile à traduire institutionnellement ; mais ce cadre théorique nourrit avec force l'imagination politique nécessaire au défi écologique. ◆

tremplin le mag